«Une cause jamais perdue», Jacques Berque

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

OCTOBRE ● NOVEMBRE ● DECEMBRE ● 2015 ● N° 59

© Keystone

Contre les chars israéliens les lance-pierres. David contre Goliath.

Editorial

Terrorisme et résistance

L'année 2015 restera comme une année noire dans l'Histoire de la France, en particulier à Paris : attentats islamistes djihadistes en janvier contre la rédaction du journal ***Charlie Hebdo*** et contre les clients d'une supérette cacher, Porte de Vincennes – 17 morts ; nouveaux attentats, le 13 novembre dernier - 130 morts, 352 blessés, dont 99 en situation d'urgence absolue. Ces derniers attentats, les plus meurtriers exécutés en France depuis la dernière Guerre et les seconds en Europe, après ceux de Madrid en 2004. Des semaines après, nous n'avons pas fini de partager le deuil des victimes.

Le retentissement des premiers attentats fut considérable, tant dans notre pays qu'à l'étranger. En France, plus de 4 millions de personnes, les *« Marcheurs républicains »*, défilèrent dans les rues. A Paris même, plus d'un million et demi de manifestants étaient précédés de quarante quatre chefs d'Etat. Et n'y aurait-il pas eu plus de Français des banlieues - très peu présents - et autres militants antisionistes, s'ils n'avaient pas été arrêtés par la scandaleuse présence du Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, et son célèbre ministre des Affaires étrangères de l'époque, Lieberman ? (Ils se seraient *« imposés »* paraît-il… et il a été fait un appel urgent au Président palestinien, Mahmoud Abbas, pour qu'il soit là lui aussi).

Ils avaient 23, 24, 32, 38, 41 ans, avec une exception pour une ancienne élue de la Seine Saint Denis venue à plus de 60 ans accompagner sa fille à ce concert, tous ces jeunes frappés au célèbre lieu festif, le Bataclan, ou aux terrasses de cafés des X ème et XIème arrondissement. Selon la ministre de la Justice, Christiane Taubira, 29 villes étaient concernées par les victimes, et 25 des 130 morts étaient de nationalité étrangère ou binationale, représentant une vingtaine de pays !

● *suite en page 2*

Sommaire :

● Tribune de Marwan Barghouti parue dans ***The Guardian*** du 12 octobre, p.3
● En finir avec l'impunité d'Israël par Bernard Ravenel, p.4
● La crise syrienne, problématique universelle par Boutros Hallaq, p.5
● Une parlementaire palestinienne condamnée, p.6
● La solution à deux Etats est la seule raisonnable par Zeev Sternhell, p.8
● La droite israélienne s'attaque à une association d'anciens soldats, p. 10
● **DOSSIER :** attentats du 13 novembre, p. 11 à 14
● La campagne BDS dans le monde, p.15
● L'autre victoire des Palestiniens par Mohammed Larbi, p.16
● La fin du rôle historique de la France au Moyen-Orient par Alain Gresh, p.17
● Le projet de destruction d'al-Aqsa n'a rien d'une théorie du complot par Ilan Pappe, p.18
● Les souffrances psychologiques en Palestine, entretien avec Samah Jabr médecin psychiatre, p.19
● Génération spontanée en Palestine par Julien Salingue, p.20
● L'accord historique entre le Vatican et les Palestiniens entre en vigueur, p.21
● Courrier des lecteurs, p.22

L'Assemblée générale du CVPR PO

se tiendra le vendredi 12 février 2016
de 18 h à 20 heures.

Elle sera suivie, de 20 h 15 à 22 heures, d'une conférence de

RICHARD LABEVIERE

Nous adressons nos meilleurs voeux à tous nos lecteurs

● *suite de la première page*

De nouveau, des milliers de personnes ont manifesté dans toute la France pour la paix et contre le terrorisme. Et aujourd'hui la place de la République est devenue le haut lieu de recueillement national en hommage aux victimes. Des manifestations ont aussi eu lieu, dans touts les pays étrangers, en signe de solidarité au drame vécu par notre pays et, partout, des minutes de silence ont été observées, la Marseillaise chantée !

Le risque était grand - et le demeure - de voir assimilés *« islamistes »* et *« musulmans »*. Erreur gravissime ! Je me pose même la question de savoir si ces barbares terroristes ont une idée quelconque de l'Islam qu'ils évoquent pour agir ? Le président Barack Obama ne s'y est pas trompé. Le 6 décembre, il a appelé ses compatriotes à ne pas céder à la tentation de stigmatiser les musulmans, assurant que le groupe Etat islamique *« ne parle pas au nom de l'islam »*.

MAIS, après ces attentats les dirigeants israéliens et leurs partisans ont tenté de discréditer, une fois de plus, l'admirable résistance à l'occupation du peuple palestinien, depuis plus de 47 ans. (Nos compatriotes sont-ils conscients que l'occupation de la France n'a duré que 4 années ?).

Le Premier ministre Benyamin Netanyahou n'a pas hésité, contre toute vérité, à laisser entendre que ceux qui condamnaient les attentats de Paris, sans condamner la violence contre les Israéliens, étaient des *« hypocrites et des aveugles. Derrière ces attentats terroristes*, selon lui, *se tient l'Islam radical, qui cherche à nous détruire, le même islam radical qui a frappé Paris et menace l'Europe entière »*. Le ministre de la Défense, Moshe Ya'lon - qui voit en tout Palestinien un *« terroriste »* en puissance - a déclaré de son côté : *« Ce que nous avons, c'est l'islam djidahiste qui appelle à la destruction de la culture occidentale »* … alors même que la majorité des victimes des groupes djidahistes dans le monde sont des musulmans ! A l'encontre des résistants palestiniens, toujours la même rengaine depuis la création de l'Etat d'Israël, en 1948 : *« Ils veulent nous tuer parce que nous sommes juifs »*.

Non, la violence actuelle, la résistance, des jeunes Palestiniens n'exprime nullement le refus de l'existence de l'Etat d'Israël. C'est le désespoir devant l'occupation de leur pays qui persiste, et la volonté d'Israël, bien au contraire, de refuser l'existence de l'Etat de Palestine.

Uri Avnery, ancien député israélien, cofondateur de Gush Shalom - un mouvement israélien qui milite pour la paix et en vue de la création d'un État palestinien - répond dans son Blog (1) aux errements de Netanyahou :

« Cela fait des semaines maintenant qu'Israël vit dans la panique. » Faute d'une meilleure expression, on parle de « la vague de terreur ». Chaque jour maintenant deux, trois, ou quatre jeunes, y compris des enfants de 13 ans attaquent des Israéliens (...) et ils sont généralement abattus. (...) Netanyahou essaie de surfer sur cette vague (...). Il évoque l'Holocauste (comparant un enfant de 16 ans de Hébron à un officier SS endurci d'Auschwitz) et n'arrête pas de parler d'antisémitisme. Tout cela pour marquer un fait évident : l'occupation avec harcèlement de la population palestinienne chaque jour, et même à chaque heure et à chaque minute. (...).

Il n'y a pas de lien direct entre le terrorisme de l'Etat islamique dans le monde et le combat national palestinien pour obtenir un Etat. ***Mais, si on n'y apporte pas de solution, ces problèmes finiront par se mêler – un Etat islamique, beaucoup plus puissant fera l'union du monde musulman, comme le fit autrefois Saladin, pour s'attaquer à nous, les nouveaux Croisés*** . (ndlr : souligné par moi) *Si j'étais croyant, je murmurerais : qu'à Dieu ne plaise ! »*

Maurice BUTTIN, président du CVPR PO

(1) Le 28 novembre

DIXIT

François Hollande

Vendredi 13 novembre, ce jour que nous n'oublierons jamais, la France a été frappée lâchement, dans un acte de guerre organisé de loin et froidement exécuté. Une horde d'assassins a tué 130 des nôtres et en a blessé des centaines, au nom d'une cause folle et d'un dieu trahi.

Aujourd'hui, la Nation tout entière, ses forces vives, pleurent les victimes. (...) Ces femmes, ces hommes, incarnaient le bonheur de vivre.(…). C'est parce qu'ils étaient la France qu'ils ont été abattus. C'est parce qu'ils étaient la liberté qu'ils ont été massacrés.

Ces femmes, ces hommes, étaient la jeunesse de France, la jeunesse d'un peuple libre, qui chérit la culture, la sienne, c'est-à-dire toutes les cultures (...).

L'attaque du 13 novembre restera dans la mémoire de la jeunesse d'aujourd'hui comme une initiation terrible à la dureté du monde, mais aussi comme une invitation à l'affronter en inventant un nouvel engagement.

Je sais que cette génération tiendra solidement le flambeau que nous lui transmettons.

Je suis sûr qu'elle aura le courage de prendre pleinement en main l'avenir de notre Nation. Le malheur qui a touché les martyrs du 13 novembre investit cette jeunesse de cette grande et noble tâche. La liberté ne demande pas à être vengée, mais à être servie. (...)

Malgré les larmes, cette génération est aujourd'hui devenue le visage de la France.

Extraits du discours du président de la République, François Hollande, lors de l'hommage national aux victimes des attentats, le 27 novembre.

Tribune de Marwan Barghouti parue dans *The Guardian* du 12 octobre

L'escalade n'a pas débuté avec la mort de deux colons israéliens. Elle a débuté il y a longtemps, et s'est poursuivie durant des années. Chaque jour, des palestiniens sont tués, blessés, arrêtés. Chaque jour, le colonialisme a vance, le siège contre notre peuple à Gaza se poursuit, l'oppression et l'humiliation persistent. Alors que certains v eulent que nous soyons accablés par les conséquences potentielles d'une nouv elle spirale de la violence, **je continue à plaider, comme je l'ai fait en 2002, pour que l'on s'attaque aux causes de cette violence : le déni de liberté pour les P alestiniens.** (ndlr, souligné par nous)

Certains ont suggéré que la raison pour laquelle nous ne sommes pas parv enus à conclure un accord de paix est le manque de volonté de feu Président Yasser Arafat ou du manque de capacité du Président Mahmoud Abbas, alors que tous les deux étaient prêts et capables de signer un tel accord.

Pas de négociations sans un engagement israélien clair de r etrait des territoires occupés depuis 1967

Le véritable problème est qu'Israël a choisi l'occupation au dépend de la paix et a usé des négociations comme d'un écran de fumée pour f aire a vancer son projet colonial. Tous les gouv ernements au monde connaissent pertinemment cette vérité élémentaire et pourtant nombre d'entre eux prétendent que le retour aux recettes éculées nous permettra d'atteindre la liberté et la paix. La folie c'est de répéter sans arrêt la même chose et d'espérer un résultat dif férent. Il ne peut y a voir de négociations sans un engagement israélien clair de se retirer complètement du territoire qu'Israël a occupé en 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem ; une f in de l'ensemble des politiques coloniales ; la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit à l'auto-détermination et au retour ; et la libération de tous les prisonniers palestiniens. Nous ne pouv ons coe xister a vec l'occupation israélienne, et nous ne capitulerons pas devant elle.

L'incapacité de la communauté internationale

On nous a demandé d'être patients, et nous l'a vons été, donnant une chance après l'autre pour la conclusion d'un accord de paix, y compris depuis 2005 et jusqu'à aujourd'hui. Il est peut être utile de rappeler au monde que notre dépossession, exil et transfert forcés, et l'oppression que nous subissons ont duré près de 70 ans et nous sommes le seul point toujours à l'agenda des Nations Unies depuis sa création. On nous a dit qu'en ayant recours aux mo yens pacif iques et aux cadres diplomatiques et politiques, nous engrangerions le soutien de la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation. Et pourtant, comme en 1999 à la f in de la période intérimaire, la communauté internationale n'a pas réussi à adopter une seule mesure signif icative, y compris mettre en place un cadre international assurant la mise en œuvre du droit international et des résolutions onusiennes, et adopter des mesures pour mettre f in à l'impunité, y compris à travers le bo ycott, les désinvestissements et les sanctions, en s'inspirant des outils qui ont permis de débarrasser le monde du régime d'apartheid.

En l'absence d'intervention internationale pour mettre f in à l'occupation, et en l'absence d'actions sérieuses des gouv ernements pour mettre f in à l'impunité d'Israël, et en l'absence de toute perspective de protection internationale accordée au peuple palestinien sous occupation, et alors même que la colonisation et ses manifestations di verses, y compris les attaques violentes des colons israéliens, s'intensifient, que nous demande-t-on de faire? Laissez f aire et attendre qu'une autre famille palestinienne se fasse brûler, qu'un autre jeune palestinien se fasse tuer, qu'une nouv elle colonie soit construite, qu'une autre maison palestinienne soit détruite, qu'un autre enf ant palestinien soit arrêté, qu'une nouv elle attaque de colons ait lieu, qu'une autre agression contre notre peuple à Gaza soit lancée?

Le monde entier sait pertinemment que Jérusalem est la flamme qui peut inspirer la paix ou déclencher la guerre. (ndlr,souligné par nous) Alors pourquoi demeure-t-il impassible alors que les attaques israéliennes contre le peuple palestinien dans la ville et les lieux saints musulmans et chrétiens, notamment Al-

Haram Al-Sharif, continuent sans relâche? Les actions et les crimes israéliens ne détruisent pas seulement la solution à deux Etats sur les frontières de 1967 et violent le droit international. Ils menacent de transformer un conflit politique qui peut être résolu en un conflit religieux éternel qui ne fera que déstabiliser plus a vant une région qui f ait déjà l'expérience de bouleversements sans précédents.

Aucun peuple sur terr e n'accepterait de coexister avec l'oppression.

Par nature, les êtres humains aspirent à la liberté, luttent pour la liberté, se sacrifient pour la liberté. Et la liberté du peuple palestinien n'a que trop tardé. Pendant la première Intif ada, le gouvernement israélien a lancé une politique *« briser leurs os pour briser leur volonté »*, mais une génération après l'autre, le peuple palestinien a démontré que sa volonté ne peut être brisée et ne doit pas être testée.

Cette nouvelle génération palestinienne n'a pas attendu les pourparlers de réconciliation pour incarner une unité nationale que les partis politiques ont échouée à réaliser, dépassant les divisions politiques et la fragmentation géographique. Elle n'a pas attendu d'instructions pour mettre en œuvre son droit, et même son devoir, de résister à cette occupation. Elle le fait sans armes, alors même qu'elle est confrontée à une des plus importantes puissances militaires au monde. Et pourtant, nous demeurons convaincus que la liberté et la dignité l'emporteront, et que nous triompherons. Et que le drapeau palestinien que nous avons levé avec fierté à l'ONU flottera au-dessus des murailles de la vieille ville de Jérusalem, pas pour un jour, mais pour toujours.

J'ai rejoint la lutte palestinienne pour l'indépendance il y a 40 ans, et fut emprisonné pour la première fois à l'âge de 15 ans. Cela ne m'a pas empêché de plaider pour une paix fondée sur le droit international et les résolutions de l'ONU. Mais j'ai vu Israël détruire méthodiquement cette perspecti ve année après année. J'ai passé 20 ans de ma vie dans les geôles israéliennes, y compris les 13 dernières années, et ces années n'ont f ait que renforcer ma foi en cette vérité inaltérable: le dernier jour de l'occupation sera le premier jour de paix. Ceux qui veulent réaliser cette dernière doi vent agir , et agir maintenant, pour précipiter la première.

Marwan BARGHOUTI
prison de Hadarim.cellule n°28

En finir avec l'impunité d'Israël : suspendre l'accord d'association UE-Israël

par Bernard Ravenel (1)

Au cœur du contentieux c'est l'impunité de l'Etat d'Israël qui depuis des décennies viole le dr oit international, ignore des dizaines de résolutions de l'ONU, agresse ses v oisins, refuse d'appliquer les accords qu'il a lui-même signés par exemple à Oslo. Et en même temps il continue d'êtr e traité comme si de rien n'était et d'êtr e considéré comme la seule démocratie au Moyen-Orient. L'effet per vers, limité mais réel, c'est le r etour des clichés antisémites sur *« Les Juifs qui dominent le monde et sont toujours au-dessus des lois… »*

Certes Israël n'est pas le seul Etat du monde à violer le droit international et les résolutions de l'ONU mais le f ait qu'il s'agit d'un Etat dont la création il y a 70 ans aujourd'hui est le fruit d'une recommandation de ces mêmes Nations Unies et ce au détriment de la population indigène renforce le caractère insupportable de cette situation.

Notre problème fondamental est de mettre f in à l'impunité d'Israël. Désormais, après l'échec de toutes les négociations depuis Oslo en passant par Camp David et Annapolis etc., la communauté internationale (Etats et société civile) a pris conscience de la nécessité d'imposer de l'extérieur une pression suffisante sur Israël pour le contraindre à reculer. L'absence de *« solution militaire »* oblige à réfléchir sur les objectifs et les meilleures modalités d'action pour isoler politiquement Israël et déboucher sur des pressions supérieures contraignantes, des sanctions économiques, en clair, le stade suprême de la sanction économique, le S de BDS, à sa voir la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël.

L'importance de la suspension de l'accord d'association UE-Israël

Pour comprendre l'importance et la signification de cet accord, il f aut partir de la Conférence de Barcelone en 1995 qui visait à établir un partenariat euro-méditerranéen pour renforcer la présence économique et politique de l'Europe et en particulier de la France en Méditerranée face à la toute puissance des Etats-Unis sortis triomphalement v ainqueurs de la guerre du Golfe.

La Déclaration f inale fixe trois v olets du partenariat euro-méditerranéen : un partenariat politique et de sécurité ; un partenariat économique et f inancier ; un partenariat dans les domaines social, culturel et humain

C'est dans le premier v olet que sont rappelés les engagements politiques des Etats signataires ; il suf fit ici de citer le premier : *« agir conformément à la charte des Nations Unies et à la Déclar ation universelle des dr oits de l'homme , ainsi qu'aux autr es obligations résultant du droit international… »* C'est dans cet esprit af fiché que l'Europe - soumise à une pression d'ONG européennes mais aussi arabes, comme les ligues des droits de l'homme - renforce ses relations économiques et commerciales a vec dif férents pays à tra vers des accords séparés d'association. En particulier elle accorde un traitement préférentiel à ces pays en réduisant fortement ses droits de douane ou même en les exemptant.

C'est dans ce conte xte géopolitique qu'est signé l'accord d'association a vec Israël. Cet accord remplace l'accord de coopération de 1975. Depuis cette date les relations entre l'UE et Israël se sont caractérisées par une double tendance : un accroissement des échanges sur le plan économique et des turbulences sur le plan diplomatique.

Sur le plan économique, entre 1975 et 1995, les échanges CEE-Israël se sont

développés d'une manière considérable. L'UE est devenue le principal partenaire commercial d'Israël, absorbant près de 35% de ses exportations et fournissant près de 50% de ses importations.

D'autre part, il faut rappeler que l'Europe s'est souvent démarquée de la politique israélienne, dénonçant à plusieurs reprises l'implantation de colonies dans les territoires arabes occupés ; reconnaissant le droit du peuple palestinien à l'autodétermination (Déclaration de Venise en 1980) ; facilitant l'accès sur le marché communautaire des produits agricoles palestiniens (1986) ; condamnant les politiques répressives israéliennes suite an déclenchement de l'Intifada. Par ailleurs, Israël a eu maille à partir avec le Parlement européen, par exemple, en 1990, gel de la ligne budgétaire destinée à financer la coopération scientifique avec Israël pour protester contre l'embargo à l'éducation imposé par Israël dans les territoires palestiniens occupés.

En 1995, politiquement, l'Europe au Proche Orient ne pèse pas lourd. Elle a été marginalisée par les Américains dans le *« processus de paix »* enclenché à Madrid et continué à Oslo. L'Europe s'est donné comme fonction de soutenir économiquement le processus.

Dans ce contexte qu'a été négocié l'accord d'association avec Israël

Cet accord améliore les relations économiques avec Israël et en particulier la coopération scientifique et technologique permettant l'accès d'Israël au programme de Recherche et Développement de l'UE. Pour le reste, l'accord a la même structure que les autres accords d'association.

L'accord s'est fixé pour objectifs les points suivants :

a) fournir un cadre approprié au dialogue politique afin de permettre le développement des relations étroites entre les deux parties ;

b) favoriser le développement harmonieux des relations économiques entre l'UE et Israël ;

c) encourager la coopération régionale afin de consolider la coexistence pacifique ainsi que la stabilité politique et économique ;

d) promouvoir la coopération dans d'autres domaines d'intérêt mutuel.

Très louables objectifs… mais il y a quand même un petit problème qui tôt ou tard risque de mettre sérieusement à l'épreuve les relations entre l'UE et Israël. En effet, Israël avec lequel l'UE s'associe dans le cadre d'un accord de partenariat est aussi **un pays occupant un territoire qui ne lui appartient pas, le colonisant au vu et au su de l'Europe, exploitant ses ressources notamment hydrauliques et exposant constamment sa population à un châtiment collectif…** (ndlr;souligné par nous)

Donc le problème hautement politique qui se pose est le suivant : l'Europe pourra-t-elle sans se trahir, sans trahir ses propres engagements, traiter avec Israël sans dénoncer sa politique dans les territoires occupés ? Sera-t-il admissible longtemps sur le plan simplement éthique, d'octroyer à Israël un *« statut privilégié »*, alors qu'il dénie tous les jours au peuple palestinien le droit à l'autodétermination, droit pourtant rappelé par l'UE dans de multiples déclarations ?

Les violations israéliennes des règles du droit

Et de fait plusieurs clauses de l'accord sont manifestement violées par la partie israélienne. Ces violations constituent également un non respect plus général des principes de la Charte des Nations unies, du droit des traités, de la IVè convention de Genève, etc.

Suivant l'article 2 de l'accord, *« les relations entre les parties, ainsi que toutes les dispositions de l'accord lui-même se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques qui inspirent leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel de cet accord »*. Israël viole systématiquement les droits de l'Homme dans les Territoires occupés : usage disproportionné de la force, sanctions collectives ; destructions massives de maisons, etc. Israël, puissance occupante, ne remplit pas ses obligations légales au titre de la IVè convention de Genève de 1949 sur la protection des populations civiles en temps de guerre, qui impose un traitement discriminé entre combattants et non-combattants.

D'autre part Israël viole des clauses commerciales de l'accord d'association :

- Le champ territorial de l'accord : article 83 : *« Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où les traités instituant la communauté européenne sont d'application et dans les conditions prévues par les dits traités et, d'autre part, au territoire de l'Etat d'Israël »*.

- La règle d'origine. Le Protocole 4 de l'accord *« concernant la définition du concept de « produit d'origine » et les méthodes de coopération administrative »*, prévoit que le traitement préférentiel est accordé aux produits provenant des territoires des parties, excluant donc les produits provenant en tout ou pour une grande part des territoires palestiniens occupés.

L'Europe doit suspendre l'accord d'association

Dès le 10 avril 2002 le Parlement européen a pris position en demandant à la Commission et au Conseil la suspension temporaire et immédiate de l'accord d'association. La Commission et le Conseil ont refusé d'en tenir compte… **Par son refus d'agir, la Commission devient de fait complice des graves violations par Israël de la IVè convention de Genève et des autres conventions internationales.**(ndlr,souligné par nous) Le mouvement international de solidarité avec la Palestine n'est pas encore assez puissant pour obliger l'UE à suivre la recommandation du Parlement européen. Cette demande de suspension doit redevenir un thème phare de la mobilisation des citoyens européens.

Depuis 2002 le mouvement a renforcé sa capacité de pression auprès des organismes européens (obtenant notamment l'abandon du projet de rehaussement – upgrading - des relations entre l'UE et Israël). A partir d'une démarche des syndicats britanniques, bientôt soutenue par de grandes confédérations syndicales européennes comme la CGT et la FSU en France, s'impose auprès des autorités européennes l'exigence d'un étiquetage des produits issus des colonies israéliennes en Palestine.

La commission bouge enfin !

Finalement en 2014 la Commission européenne publie ses nouvelles lignes directrices concernant sa politique de coopération avec Israël et annonce qu'elle exclut désormais toute coopération avec Israël, avec les institutions et les entreprises israéliennes ayant des acti vi-

tés dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Coup de tonnerre ! Pour la première fois l'UE montre sa capacité et sa volonté de passer de la parole aux actes…c'est-à-dire à des sanctions. Israël va alors multiplier les pressions et les démarches pour retarder l'application de cette mesure ou en restreindre le plus possible la portée. Ce qui va partiellement réussir grâce au soutien du lobby pro-israélien très présent auprès des institutions européennes.

En 2015 avec l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en Israël qui accélère la colonisation, **l'UE décide de rendre obligatoire l'étiquetage des produits issus des territoires illégalement occupés par Israël.** (ndlr, souligné par nous) Cette décision porte un coup sensible à l'économie des colonies en privant leurs produits des tarifs douaniers préférentiels consentis par l'UE à Israël par l'accord d'association. Elle a aussi une valeur symbolique et politique significative car elle laisse prévoir d'autres mesures plus contraignantes qui toucheront de fait l'ensemble des relations commerciales d'Israël surtout si le pouvoir israélien ne modifie pas son comportement. Ce que les Israéliens ont parfaitement compris… Déjà en France le mouvement de solidarité demande que l'ensemble des marchandises ainsi identifiées comme provenant des colonies illégales soient interdites sur les marchés français et européen.

Tel doit être notre axe de travail pour la période. Le problème est de les faire appliquer…c'est–à-dire d'être efficace. Cela suppose la mobilisation d'un mouvement fort et représentatif de la société civile organisée et de la société politique, en clair une stratégie d'alliances fondée sur la défense et l'application du droit international.

11 décembre 2015

(1) Président d'honneur de l'AFPS, ancien président des ONG françaises pour la Palestine) et l'un des organisateurs du Tribunal Russell

N'oubliez pas de régler votre cotisation pour l'année 2016

La crise syrienne, problématique universelle

par Boutros Hallaq (1)

A l'origine de la crise : la guerre civile a atteint en Syrie un niveau de barbarie jamais atteint par celles qu'ont connues la Jordanie en 1970, le Liban en 1975, puis l'Irak après 1991. Elles découlent toutes, directement ou indirectement, du traumatisme subi par la région avec l'injustice flagrante injustice infligée au peuple palestinien en 1948, mais déjà inscrite dans les accords franco-britannique de Sykes-Picot.

Cependant, deux facteurs spécifiques sont venus donner à la crise syrienne une dimension autrement plus dramatique. L'hostilité féroce entre l'Arabie Saoudite (et derrière elle de nombreuses dynasties pétrolières) et l'Iran, ne pouvant se traduire en confrontation directe, s'est cristallisée sur le maillon faible du réseau iranien, la Syrie secouée alors par des revendications démocratiques non-violentes.

De son côté, la Turquie d'Erdogan qui n'a pu amadouer le régime d'Assad a fini par se jeter dans la bagarre du côté de ses adversaires. Tout cela se déroulait sous le regard satisfait et d'aucuns diront complice d'Israel.

L'autre facteur provient de la confrontation de plus en plus dure et ouverte entre l'OTAN et la Russie. Se sentant menacée par un encerclement militaire rampant, une marginalisation économique visant les hydrocarbures qui constituent au moins 80% de ses revenus et blessée dan son prestige international, la Russie de Poutine met à profit le règlement du problème nucléaire iranien pour défendre un pied-à-terre stratégique sur la Méditerranée ; elle intervient en Syrie au moment où l'Occident échoue à juguler Daech. Suite notamment au massacre perpétré à Paris le 13 novembre, au déferlement d'une vague migratoire sans précédent lâchée par la Turquie et la destruction par celle-ci d'un avion militaire russe, tout était prêt pour l'entrée en scène d'autres puissances européennes.

L'internationalisation de la guerre en Syrie

Il est clair que l'internationalisation de la guerre en Syrie, déjà évidente depuis au moins deux ans, est maintenant parachevée. Le peuple syrien n'a plus son mot à dire : il sert de terrain d'essai, de prétexte, de chair à canon… ou encore de sujet d'apitoiement. Derrière les slogans affichés de démocratie, de droit, du rétablissement de l'*« Age d'or islamique »*… se cachent les intérêts de deux camps opposés plus ou moins hétéroclites.

Affirmer cela n'autorise pas les partenaires syriens à crier au complot afin de dégager leurs propres responsabilités. Car, si la société civile syrienne en général et la jeunesse qui a animé pendant les premiers mois de la crise les manifestations non-violentes en particulier sont des victimes innocentes, il n'en va pas de même pour les différentes élites. En s'agrippant à tout prix à un pouvoir qu'il détient depuis plus de quatre décennies, le régime assume la principale responsabilité avec les élites économiques, politiques, religieuses et intellectuelles qui n'ont cessé de le soutenir.

L'autre part de responsabilité incombe à une autre catégorie d'élites politiques et intellectuelles, qui, par calcul ou naïveté, s'est mise, au nom de la démocratie, au service de la stratégie initiée par le Qatar et poursuivie a vec l'aide de l'Arabie Saoudite, oasis de démocratie, comme chacun le sait. Ces élites n'ont réussi qu'à renforcer le camp des Frères Musulmans, à justifier depuis le début les islamistes l'action d'Al-Nosrat et à couvrir indirectement Daech, alimenté de manière ouverte jusqu'à ces derniers mois par les mêmes parrains (en plus de la Turquie). La conséquence immédiate de ce comportement fut la marginalisation de l'Armée Syrienne Libre dont le projet ne pouvait que contrarier la stratégie des parrains.

L'intervention occidentale :

Concernant la France, il con vient impérativement d'y distinguer la société civile de la politique de MM. Sark ozy et Hollande. La première a, sauf sur les marges, toujours témoigné empathie et solidarité avec le peuple syrien, même si elle n'a pas toujours été consciente de la politique de ses dirigeants.

Convaincus de la chute imminente du régime syrien et décidés à ne pas fâcher les puissances de la Péninsule qui leur prodiguaient contrats et in vestissements, les dirigeants français se sont soumis les premiers à la stratégie des puissances pétrolières au point d'accepter de parrainer au ni veau international le Conseil National Syrien, créature de ces mêmes puissances ; pis encore : de l'imposer comme unique représentant légitime de la société syrienne. Les autres groupes de l'opposition démocratique, présents sur le terrain depuis des décennies, étaient pris en tenailles entre le régime et la politique de *« démocr atisation »* prétendue par l'Etat français. Ils se sont peu à peu év anouis, et a vec eux toute représentation réelle de la société civile.

Le terrain était libre pour les groupes armés qui n'ont cessé de pulluler et de se radicaliser. La Syrie est devenue *« un lieu où on n'entend que pleur s et gémissements »,* selon l'e xpression shak espearienne. Les valeurs de la France y ont peu gagné, le peuple de France également.

L'avenir de la Syrie

L'avenir de la Syrie, comme celui de la région, est hypothéqué durablement. L'intervention russe peut rétablir un certain équilibre entre les deux camps en jugulant l'e xtension des islamistes d'Al-Nosrat désormais coupés de leurs bases en Turquie. Celle des occidentaux peut juguler l'extension de Daech et défendre ainsi les Kurdes et l'Etat irakien. Mais le pays est en f ait démembré, plus gra vement encore que l'Irak, et pourrait même reproduire le modèle afghan.

De toute manière, sa démographie est déjà profondément modif iée, ses structures économiques, sociales et culturelles détruites, ses villes aplanies au sol, ses compétences émigrées sous d'autres cieux et son mode de vie pluraliste pratiquement anéanti. D'aucuns redoutent, au regard des rapports des forces en présence, que le terrain est préparé pour une domination, plus ou moins soft, d'un wahhabisme riche de ses trésors enfouis dans le sol et de ses alliances a vec les puissances occidentales. La peste ou le choléra, au moins dans un a venir prévisible.

A moins que, par miracle, une prise de conscience générale de la gra vité de la tragédie qui s'annonce n'émer ge rapidement chez les acteurs régionaux et internationaux. Ils n'auront guère d'autres possibilités que de prendre à bras le corps les impasses créées dans la région depuis un siècle. S'imposera en premier lieu la création d'un Etat palestinien. Et dans la foulée libérer la région de la domination wahhabite, relancer la dynamique de modernisation par le développement et la démocratisation, et respecter les droits des peuples au même titre que les droits des cito yens, à commencer par l'égalité absolue entre homme et femme.

La reconstruction se fera par les citoyens eux-mêmes avec leurs représentants légitimes. Mais cela ne pourra se faire sans procéder à une désescalade dans la lutte entre les puissances, grandes ou mo yennes, désireuses d'étendre leur domination politique et économique sur la région. Autrement dit : créer un droit international juste et effectif.

Il s'agit au fond de répondre à l'aspiration des peuples partout dans le monde, y compris dans les pays industrialisés. Il ne serait pas inutile que les grands de ce monde entendent la voix claire et humble de ce po verello des temps modernes qu'est cet Argentin appelé François, pape qui ne cessent de les rappeler au respect des valeurs universelles.

(1) Boutros HALLAQ est professeur émérite à la Sorbonne Nouvelle.

Une parlementaire palestinienne condamnée

Khalida Jarrar, parlementaire de gauche et féministe, avocate des prisonniers politiques, a été condamnée le 6 décembre à 15 mois d'emprisonnement par un tribunal militaire israélien, à Ofer. Après son arrestation par les forces militaires d'occupation, qui ont fait intrusion le 2 a vril dans sa maison de Ramallah, l'emprisonnement de Jarrar , ancienne directrice e xécutive et actuelle vice-présidente du bureau des directeurs de l'Association ***Addameer*** (= Conscience) de Soutien aux Prisonniers et des Droits de l'Homme, a déclenché une indignation générale en Palestine, dans le monde arabe et sur le plan international.

Jarrar est membre du Conseil Législatif (= P arlement) P alestinien au nom du bloc Abu Ali Mustafa, le bloc parlementaire affilié au Front Populaire de Libération de la Palestine, organisation de gauche.

En 2014, elle avait été l'objet d'un déplacement forcé de Ramallah à Jéricho par un ordre de l'armée d'occupation, qu'elle a réussi à faire échouer après un sit-in qui a duré un mois au b ureau du CLP et une campagne internationale de soutien.

En avril, elle a été immédiatement mise en détention administrati ve sans inculpation ni jugement suite à son arrestation. Une campagne internationale s'en est suivie, et elle a alors été inculpée de vant les trib unaux militaires israéliens (...) Jarrar a été inculpée de douze chefs d'accusation entièrement politiques concernant son activité publique, parmi lesquels les discours qu'elle a prononcés, les réunions publiques auxquelles elle a assisté, et les demandes de libération de prisonniers politiques palestiniens. Elle a été accusée d'*« incitation »* pour avoir prétendument appelé à l'enlèv ement de soldats israéliens d'occupation par la résistance palestinienne afin de faire libérer des prisonniers palestiniens. En dépit de cette af firmation de l'armée d'occupation, celle-ci n'a pas pu produire de témoin pour confirmer que Jarrar ait pu dire ceci – et les témoins qu'elle a présentés ont tous précisé qu'ils avaient été menacés et torturés pour les amener à témoigner contre elle.

En dépit de la nature éminemment politique des accusations (...) et du plaidoyer résolu de ses avocats d'***Addameer***, elle a été déclarée coupable – comme il est tout à fait classique – et condamnée à passer quinze mois dans les prisons de l'occupant.

« La déclaration de la culpabilité de Khalida Jarrar ne constitue pas une surprise ; les trib unaux militaires isr aéliens n'ont pour seule fonction que de constituer un instrument de répr ession dirigée contr e les P alestiniens.» a déclaré Charlotte Kates, coordinatrice de ***Samidoun***, Réseau de Solidarité a vec les Prisonniers Palestiniens.

Samidoun 8 décembre 2015

La solution à deux Etats est la seule raisonnable

par Zeev Sternhell (1)

C'est contre la colonisation continue des territoires conquis en 1967 que se révoltent une fois de plus en ce moment les Palestiniens. Ils comprennent que la colonisation vise à perpétuer l'infériorité palestinienne et rendre irréversible la situation qui dénie à leur peuple ses droits fondamentaux. Ici se trouve la raison des violences actuelles et on n'y mettra fin que le jour où les Israéliens accepteront de regarder les Palestiniens comme leurs égaux et où les deux peuples accepteront de se faire face sur la *« ligne verte »* de 1949, issue des accords d'armistice israélo-arabes de Rhodes.

Tandis que nous approchions du canal de Suez vers la fin de la campagne du Sinaï en juin 1967, je demandai à un officier supérieur réserviste de l'armée israélienne – qui devint plus tard l'un des principaux leaders de la gauche sioniste radicale – ce qui se passait en Cisjordanie. *« On achève la guerre d'indépendance »*, me répondit-il. Tel était alors le discours dominant en Israël, et il l'est encore aujourd'hui, au même titre que celui des droits historiques du peuple juif sur la terre de la Bible, qui sert fondamentalement à légitimer l'occupation et le projet de colonisation.

Deux concepts distincts de nation

L'ambition du sionisme était, par définition, de conquérir et coloniser la Palestine. C'était la nécessité du moment. Le sionisme était une nécessité, la conséquence inévitable de la crise du libéralisme et de la montée du nationalisme radical en Europe. Les dernières décennies du XIX^{e} siècle ont été marquées par l'aboutissement d'un processus global d'assaut contre l'héritage des Lumières, la définition politique et légale de ce qui faisait une nation, et contre le statut et les droits autonomes de l'individu en tant qu'être humain.Le destin des juifs dépendant depuis la Révolution française du destin des valeurs libérales, les fondateurs du sionisme ont compris que si une crise mettant en cause la démocratie et les droits de l'homme devait se produire en France – la société libérale la plus avancée du Vieux Continent –, cela n'augurait rien de bon pour l'avenir des juifs d'Europe centrale et orientale. Depuis le milieu du XVIII^{e} siècle, existaient deux concepts distincts de nation. Le premier, qui correspond au point de vue des Lumières tel qu'il a été présenté dans le *Dictionnaire raisonné* de Diderot, définit la nation comme un agrégat d'individus soumis au même gouvernement et vivant à l'intérieur des frontières d'un même pays. Le second présente la nation comme un corps organique, un produit de l'histoire, où le rapport aux individus formant le peuple est pareil à celui d'un arbre avec ses branches et ses feuilles : la feuille existe grâce à l'arbre, c'est pourquoi l'arbre a préséance sur la feuille.

Mythe contre raison

Depuis sa création, le mouvement national juif affiche les mêmes caractéristiques que celles de ses pays d'origine en Europe centrale et orientale : une identité nationale tribale, façonnée par l'histoire, la culture, la religion et la langue – une identité en vertu de laquelle l'individu ne se définit pas lui-même mais se trouve défini par l'histoire. La notion de *« citoyenneté »*, à laquelle est raccroché en Occident le concept de nation, n'avait aucun sens en Galicie, en Ukraine ou dans la Russie blanche. Et cela valait également pour les juifs : les sionistes pouvaient bien cesser d'observer les préceptes religieux et rompre avec leur religion au sens de foi métaphysique, mais il leur était impossible de rompre l'attache historique et l'identité historique qui se fondaient sur la religion.

Même si chacun sait d'expérience que la conquête et la colonisation de la Palestine ont été déterminées par la situation catastrophique qui commençait à s'installer en Europe de l'Est à la fin du XIX^{e} siècle, le besoin existentiel réclamait une *« couverture »* idéologique afin que la conquête de la terre soit investie d'une légitimité historique. L'idéologie du retour sur *« la terre de nos pères »* n'a pas été élaborée par des religieux pratiquants mais par des nationalistes laïcs pour qui – comme cela avait été le cas pour le *« nationalisme intégral »* français – la religion, dépourvue de son contenu métaphysique, offrait un ciment social et ne servait essentiellement qu'à réaliser une fusion nationale. L'histoire précéda une décision rationnelle, et c'est l'histoire qui a façonné l'identité collective.

La plupart des dirigeants politiques savent qu'il est bien plus efficace de convaincre les gens par la force d'un mythe que par la force de la raison. La vérité, c'est qu'au XX^{e} siècle, les juifs avaient plus besoin d'un Etat qu'aucun autre peuple au monde. Par conséquent, les dirigeants politiques du mouvement sioniste et du Yichouv (la communauté juive présente en Palestine avant 1948) se sont focalisés sur ce but suprême que représentait la création d'un Etat juif. La

Le Mur des lamentations

Le Dôme du Rocher

Shoah a transformé l'entreprise sioniste en un projet mondial, une dette due au peuple juif. Tel était le conte xte sur fond duquel a eu lieu la guerre d'indépendance de 1948.

Le sionisme, victime de son succès

Au lendemain de la guerre, il de vint clair que le Yichouv avait été victime de son succès. La direction prise par l'Etat nouvellement établi s'inscri vait dans le prolongement direct de la période précédente : aucun tournant, aucun nouv eau commencement pour inaugurer une ère nouvelle. Ce fut la grande f aiblesse d'Israël et c'est encore aujourd'hui l'une des sources de notre malaise.

Aussi la communauté de tous les *« citoyens »*, qui incluait nécessairement les Arabes restés sur le territoire, était-elle perçue comme infiniment inférieure à la communauté nationale et religieuse du peuple juif. La déclaration d'indépendance n'était pénétrée d'aucune puissance légale ou morale. C'était un document de relations publiques, destiné à l'opinion publique occidentale.

Jusqu'en 1966, le système démocratique israélien n'empêchait pas les pères fondateurs de placer les Arabes sous autorité militaire ni de les pri ver de leurs droits de l'homme et de cito yen. Aucun besoin de sécurité ne le justif iait, seulement une nécessité psychologique : **il fallait enseigner aux Arabes qui étaient les maîtres et maintenir l'état d'urgence qui prév alait a vant la création de l'Etat d'Israël.** (ndlr, souligné par nous)

La plupart des Israéliens n'ont pas compris, et certains ont refusé de comprendre, qu'il f allait mettre f in à cette situation transitoire, que ce qui était légitime et juste a vant 1949, parce que la conquête territoriale était nécessaire, avait cessé de l'être après la guerre. L'idée selon laquelle moins il y a vait d'Arabes demeurant dans l'Etat juif mieux cela v alait était compréhensible étant donné la guerre pour la survie qui se jouait alors.

Cependant, après la victoire et l'ouverture du pays à une immigration massi ve, une nouvelle ère de vait commencer. Son symbole le plus saillant aurait du être une constitution, ainsi que le promettait la déclaration d'indépendance : une constitution démocratique, fondée sur les droits de l'homme et plaçant en son cœur la vie politique et sociale du corps des citoyens, et non pas d'une communauté religieuse ou ethnique particulière.

Une telle constitution aurait montré que les juifs de venant cito yens de leur propre Etat aux côtés des non-juifs, un chapitre entièrement nouveau de leur histoire s'écri vait. En même temps, une constitution aurait délimité les frontières territoriales telles qu'elles furent f ixées à l'issue de la guerre. Israël n'a pas de frontières permanentes ni de constitution, parce que les pères fondateurs l'ont voulu ainsi : toutes les options devaient demeurer ouvertes, y compris celles qui s'ouvrirent en juin 1967.

Durant la guerre des Six-Jours de 1967, des territoires qui étaient encore hors de portée vingt ans aupara vant tombèrent dans les mains israéliennes comme un fruit mûr. Puisque rien n'était définitif, les élites dirigeantes du mouv ement travailliste n'avaient aucune raison de ne pas persévérer dans la v oie qui fut jusque-là si victorieuse. Quelle importance pouv ait avoir la *« ligne verte »* aux yeux de ce leadership ? N'était-ce pas simplement un instantané de la situation qui sui vit la fin des hostilités en 1949 ?

Sortir de l'impasse

Près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis lors et le mouv ement national juif est entré dans une impasse. Encore aujourd'hui, l'opposition de centre gauche est incapable de proposer une alternative idéologique au projet de colonisation, alternative fondée sur le principe que ce qui était légitime a vant la guerre d'indépendance de 1948-1949, parce que cela était nécessaire, a cessé de l'être par la suite et donc que les colonies ne sont pas simplement illégales mais illégitimes et immorales et qu'elles ne rencontrent aucun critère de principe, parce qu'elles ne sont pas nécessaires et certainement pas utiles pour l'avenir du peuple juif.

Quels sont les hommes politiques de l'opposition qui seraient prêts à œuvrer concrètement pour désamorcer cette funeste bombe à retardement ? Qui parmi eux accepterait d'assumer l'idée que les droits historiques du peuple juif sur la terre d'Israël n'ont pas priorité sur les droits des P alestiniens à être maîtres de leur destin et donc qu'il f audrait scinder équitablement le pays.

Le temps est v enu de reconnaître que l'opération de conquête territoriale qui s'est ache vée en 1949 et la partition du pays réalisée à la f in de la guerre d'indépendance doi vent constituer l'ultime séparation. Ce n'est que sur cette base que nous pourrons construire l'a venir. **Quiconque r efuse de compr endre que le sionisme fut une opération destinée à libérer un peuple et non pas des pierres sacrées, un acte politique rationnel et non pas une irruption messianique, condamne Israël à s'enf oncer dangereusement soit dans une situation coloniale soit dans un Etat binational, autrement dit dans une guerr e ci vile permanente.** (ndlr, souligné par nous)

La « ligne verte » est la frontière définitive

Tant que la société jui ve ne reconnaît pas l'égalité des droits de l'autre peuple résidant sur la terre d'Israël, elle continuera de sombrer dans une réalité ouv ertement coloniale et ségrégationniste, comme celle qui e xiste déjà dans les territoires occupés. Le conflit qui sévit aujourd'hui à Jérusalem comme les tragédies, les attentats et les meurtres qui frappent l'e xistence quotidienne des Juifs et des Arabes sont un bon e xemple de ce que l'a venir nous réserv e dans un Etat binational.

Naturellement, cette approche e xige symétrie et réciprocité du côté palestinien : la *« ligne verte »* est la frontière définitive, donc aucune colonie jui ve ne s'établira plus en Cisjordanie, mais aucun Palestinien ne de vra retourner à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël.

Le sionisme classique s'est f ixé pour tâche d'offrir un fo yer au peuple juif. Le temps qui a séparé la guerre d'indépendance de la guerre des Six-Jours a montré que tous les objectifs du sionisme pouvaient être réalisés à l'intérieur du tracé de la *« ligne verte »*. La seule question sensée que l'on puisse poser aujourd'hui est donc de savoir si la société israélienne a encore la capacité de se réin venter, de sortir de l'emprise de la religion et de l'histoire et d'accepter de scinder le pays en deux Etats libres et indépendants

15 octobre 2015

(1) Membr e de l'Académie israélienne des sciences et lettr es. Professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Traduit de l'anglais par P auline Colonna d'Istria « Haaret'z »

La droite israélienne s'attaque à une association d'anciens soldats

B. Nétanyahou dur cit le ton contre d'anciens conscrits de l'armée israélienne

Réunis au sein de l'ONG ***Rompre le silence***, ceux-ci dénoncent, depuis 2004, les pratiques de l'armée dans les Territoires palestiniens et sont devenus la bête noire de la droite nationaliste. Mardi soir, le ministre de l'Education a annoncé son souhait de leur interdire l'accès aux établissements scolaires. Peu auparavant, son collègue en charge de la Défense avait indiqué vouloir les bannir des bases militaires. *« Ces décisions n'auront pas de conséquences pratiques dans le mesure où nous intervenons très peu dans ce type d'enceintes, réagit Avihai Stollar, l'un des porte-parole de l'ONG, mais elles s'inscrivent dans une campagne inquiétante qui vise à faire taire un certain nombre de groupes légitimes en raison de leurs prises de position. »*

Fondée par d'anciens soldats qui servirent à Hébron durant la seconde intifada, l'association ***Rompre le silence*** diffuse régulièrement des recueils de témoignages livrés par des vétérans, en général sous couvert de l'anonymat, sur le déroulement de leurs missions. En mai 2015, elle a ainsi publié un volumineux rapport sur les coulisses de l'opération *« Bordure protectrice »*, qui a fait près de 2.200 morts dans la bande de Gaza. *« Les règles d'engagement transmises aux soldats sont les plus permissives jamais portées à notre connaissance »*, affirmèrent alors les responsables de l'ONG, qui dénoncèrent *« une politique de tirs indiscriminés »* et accusèrent l'armée d'avoir violé son propre code éthique. Ce *« J'accuse »* tonitruant, largement relayé par les médias internationaux, contribua à attiser la colère d'une large partie de la société israélienne contre ***Rompre le silence***. Le gouvernement promit, dans la foulée, de légiférer contre plusieurs ONG accusées de dénigrer Israël.

En début de semaine, les parents de sept soldats morts au combat ont écrit au ministre de la Défense afin de dénoncer le financement de Rompre le silence par plusieurs gouvernements européens. « Il est impensable, écrivent-ils, que cette *organisation manipulée par l'étranger puisse agir plus longtemps contre les intérêts de l'Etat d'Israël. Vous avez le pouvoir, au gouvernement comme à la Knesset, de stopper ce phénomène. » « Comment est-il possible que des officiers accomplissent une mission sacrée et risquent leur vie pour affronter ensuite les accusations diffamatoires formulées à leur encontre ? »*, s'est insurgée Michal Sarel, l'une de ces mères endeuillées. Les auteurs du courrier pressent en particulier le gouvernement d'adopter un projet de loi qui permettrait de limiter le financement de ces associations par des bailleurs étrangers.

Presque simultanément, l'ONG ultranationaliste Im Tirtzu a diffusé une vidéo incendiaire qui désigne explicitement plusieurs organisations hostiles à l'occupation de la Cisjordanie comme autant d'*« agents »* stipendiés par l'étranger pour œuvrer à l'affaiblissement d'Israël. *« Pendant que nous combattons le terrorisme, ils nous combattent »*, accuse notamment ce film d'un peu plus d'une minute, qui cible nommément les responsables des associations ***Rompre le silence, B'Tselem, HaMoked,*** *et* ***Comité public contre la torture.*** La vidéo, qui s'est propagée à toute vitesse sur les réseaux sociaux, a été condamnée par une large partie de la classe politique, qui accuse Im Tirtzu de jouer avec le feu en désignant des responsables associatifs à la vindicte populaire.

« C'est la première fois que nous assistons à une telle campagne d'incitation à la haine contre des ONG », constate Avihai Stollar, le porte-parole de ***Rompre le silence***, qui affirme prendre la situation *« très au sérieux »*. *« Contrairement à ce qu'affirme le ministre de l'Education, nous n'avons jamais appelé au boycott d'Israël*, illustre-t-il. *Mais ce type d'accusation permet à la droite de balayer le nécessaire débat sur les conséquences néfastes de l'occupation. »*

Cyrille LOUIS

Le Figaro, 17 décembre 2015

Déclaration de Jacques Chirac, il y à 25 ans

Extrait de l'intervention de J. Chirac, président du groupe RPR à la veille de la guerre du Golfe contre l'Iraq suite à la résolution du 29 novembre 1990, sous chapitre VII (recours à la force) (p. 14-15 du CR au JORF du 17/01/1991)

Certes, les problèmes ne sont pas les mêmes, mais qui empêchera-t-on de penser qu'il y a de par le monde deux poids et deux mesures ? Le règlement de la crise du Golfe doit permettre de créer un précédent opposable à toutes les atteintes portées aux libertés des peuples et des hommes, et c'est là la justification essentielle et primordiale de notre intervention dans cette région.

En clair, cela signifie que Jacques Chirac disait le 17 janvier 1991 qu'il faudrait une résolution du Conseil de Sécurité sous chapitre VII pour inciter fermement l'Etat israélien à évacuer tous les territoires palestiniens occupés depuis juin 1967. Une évidence à rappeler !

La grande démocratie israélienne

Courant novembre 2015, le village bédouin d'Al Hadidya dans la Vallée du Jourdain a été rasé au bulldozer.

14 familles - 97 personnes, dont 30 enfants et 6 bébés - ont été abandonnées sans maison.

Même les tentes qui leur avaient été données pour s'abriter ont été confisquées par les autorités israéliennes !

Attentats du 13 novembre 2015

Lettre ouverte aux terroristes d'Antoine Leris, journaliste de France Bleu

Antoine Leris a perdu sa femme au Bataclan le 13 no vembre 2015

« Vous n'aurez pas ma haine »

Vendredi soir vous avez volé la vie d'un être d'e xception, l'amour de ma vie, la mère de mon fils mais v ous n'aurez pas ma haine. Je ne sais pas qui v ous êtes et je ne veux pas le sa voir, vous êtes des âmes mortes. Si ce Dieu pour lequel v ous tuez aveuglément nous a fait à son image, chaque balle dans le corps de ma femme aura été une blessure dans son coeur.

Alors non je ne v ous ferai pas ce cadeau de v ous haïr. Vous l'avez bien cherché pourtant mais répondre à la haine par la colère ce serait céder à la même ignorance qui a f ait de v ous ce que v ous êtes. Vous voulez que j'ai peur , que je re garde mes concitoyens avec un oeil méfiant, que je sacrifie ma liberté pour la sécurité. Perdu. Même joueur joue encore.
Je l'ai vue ce matin. Enfin, après des nuits et des jours d'attente. Elle était aussi belle que lorsqu'elle est partie ce v endredi soir, aussi belle que lorsque j'en suis tombé éperdument amoureux il y a plus de 12 ans. Bien sûr je suis dév asté par le chagrin, je vous concède cette petite victoire, mais elle sera de courte durée. Je sais qu'elle nous accompagnera chaque jour et que nous nous retrouv erons dans ce paradis des âmes libres auquel v ous n'aurez jamais accès.

Nous sommes deux, mon fils et moi, mais nous sommes plus fort que toutes les armées du monde. Je n'ai d'ailleurs pas plus de temps à v ous consacrer, je dois rejoindre Melvil qui se réveille de sa sieste. Il a 17 mois à peine, il va manger son goûter comme tous les jours, puis nous allons jouer comme tous les jours et toute sa vie ce petit garçon v ous fera l'af front d'être heureux et libre. Car non, v ous n'aurez pas sa haine non plus.

Amitiés de Gaza la vie, à Paris la vie !

par Ziad Medoukh

De Gaza sous blocus à Paris sous le choc
De Gaza la souffrante à Paris l'endeuillée
De Gaza l'opprimée à Paris la blessée
De Gaza, les agressions permanentes à Paris les attentats meurtriers
De Gaza la prison à ciel ouv ert à Paris la douloureuse
De Gaza l'isolée à Paris la courageuse
De Gaza la détruite à Paris la ville lumière
De Gaza la pacifique à Paris l'accueillante
De Gaza la confiante à Paris la tolérante
De Gaza la dignité à Paris la solidarité
De Gaza l'enclave assiégée à Paris la force de vie
De Gaza la résistante à Paris l'avenir
De Gaza la déterminée à Paris l'espoir
De Gaza la volonté à Paris les valeurs universelles
Le combat, c'est notre combat à nous tous
Contre la haine, contre la barbarie et contre le terrorisme
Pour la liberté, l'amour, la fraternité et la paix
Message de tolérance, message de soutien, message de compassion
Message de sympathie, et message de solidarité
La vie continue à Gaza, et la vie continuera à Paris malgré ces événements tragiques.
Amitiés de Gaza la vie à Paris la vie malgré tout !

Déclaration d'un groupe d'universitaires et d'intellectuels palestiniens

17 novembre 2015

Nous, uni versitaires et intellectuels palestiniens, condamnons fermement les actes de barbarie commis par les terroristes qui se re vendiquent de l'Etat islamique, et partageons l'émotion et la tristesse des proches des 132 victimes de ces tueries ignobles, ainsi que des centaines de femmes et hommes blessés durant les massacres de vendredi soir.

En ef fet, ce terrorisme a veugle et inhumain a essayé de viser le cœur et l'esprit de l'être humain en s'attaquant à la capitale de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et des droits de l'homme. Ils ont tenté de v aincre la force de la vie représentée par la liberté de penser, de créer , d'aimer et de vi vre en imposant leur vision de la vie basée sur la négation de l'autre par son élimination pure et simple quelles que soient son origine, sa culture, ses cro yances, ou ses convictions.

Le peuple français était et restera sensible aux problèmes politiques, économiques, culturels et humains du monde qui l'entoure et ces actes de barbarie n'atteindront jamais cet esprit de liberté et d'humanisme qui est né en lui à tra vers sa lutte contre l'oppression, les inégalités et l'injustice. De ce fait, sa capitale P aris blessée par ces événements tragiques continuera à rayonner contre ces forces d'obscurantisme venues du Moyen-âge.

En rendant hommage aux victimes de la terreur à P aris v endredi, en évitant qu'il y en ait da vantage et en f aisant en sorte que des mots tels que *« Liberté, Egalité, F raternité »* prennent tout leur sens, nous espérons que le gouv ernement français mettra tout en œuvre pour continuer à lutter contre l'origine du mal incarné par l'injustice, l'ignorance, la pauvreté et la dictature et aidera les femmes et les hommes qui, ici et ailleurs, défendent la liberté, les droits de l'homme et la démocratie.

La droite israélienne se réjouit trop vite

par Gidéon Lévy

Une fois remis du choc des attentats, l'Occident comprendra qu'il doit s'atteler à résoudre les conflits du Moyen-Orient pour trouv er la paix. (…) Ici, le P alestinien se bat pour conserver sa terre et son pays, se débarrasser de l'occupation, e xercer son droit à l'autodétermination et à la liberté. Là-bas, le b ut du jeu est de détruire l'Europe et de la soumettre. Ici, la moti vation est nationale et politique. Là-bas, c'est le fondamentalisme religieux. Pour l'instant, la droite israélienne n'a pas tout à f ait tort de se réjouir. Ses prophéties autoréalisatrices sont en train de se concrétiser. Si Israël ne change pas sa politique, le jeune agresseur au couteau d'Hébron, une fois adulte, de viendra un kamikaze de Daech. Déjà, ses yeux re gardent a vec avidité les *« e xploits »* de ses aînés. Son désespoir ne lui laisse pas d'autre espoir.

Daech n'est pas encore ici. Mais nous pouvons compter sur Nétanyahou et consorts pour le couv er. L'occupation avait déjà donné naissance au Hamas et au Djihad islamique. Une Cisjordanie désespérée et une Gaza emprisonnée sont des terrains particulièrement fertiles pour l'apparition de jeunes pousses de Daech. Les nervis de l'occupation et les *« liquidateurs »* qui prennent d'assaut les hôpitaux et les écoles sont des accélérateurs de particules djihadistes. Mais la droite européenne, elle, se trompe. Les dizaines de milliers de réfugiés musulmans qui frappent aux portes de l'Europe essaient de sauv er leur peau et d'échapper à la vraie terreur djihadiste, celle qui est en train d'attaquer l'Europe. A peine sont-ils parv enus à fuir ces gens qui ont déjà détruit leurs pays d'origine qu'ils les retrouv ent en Europe en train de commettre un massacre comme celui du ***Bataclan.*** Si l'Europe ferme ses portes à ces réfugiés et attise les flammes de la xénophobie, elle fera le jeu de Daech.

La droite israélienne se réjouit trop vite. S'il y a une leçon à tirer des événements de P aris, c'est qu'il n'e xiste plus de guerres locales, mais des guerres mondiales interconnectées. Le monde ne peut plus continuer à fermer les yeux sur ce qui se passe en Syrie et sous l'occupation israélienne. Une fois remis du choc, le monde se libérera peut-être de sa paralysie et comprendra qu'il doit s'atteler à résoudre les conflits qui font rage dans la Syrie martyre et dans les Territoires palestiniens occupés. La droite israélienne aura l'air malin.

Ha'aretz, 15 novembre 2015

Relâchez cet homme, il n'a rien fait ! semble dir e aux forces de l'ordre israéliennes ce Palestinien dans Jérusalem.

La riposte de Paris au choc des civilisations

par Michel Warshawski

Les attaques des commandos de Daech à Paris et à Saint-Denis provoquent chez toute personne sensée l'indignation et la colère : des centaines de civils innocents ont été massacrés par des tueurs armés de kalachnikovs et d'une idéologie mortifère. Mais on ne peut se limiter à l'indignation, et même devant les images d'horreur que les chaînes de télévision nous servent en boucle, il nous faut faire l'effort de comprendre, ne serait-ce que pour mettre en garde contre ce qui risque de provoquer de nouveaux attentats de ce genre.

Le langage utilisé par les tueurs de Daech est celui du choc des civilisations. Mais d'où vient cette idéologie ? Certainement pas des quartiers populaires de Bruxelles ou de Paris, pas plus que des banlieues de Damas ou des universités de Tunis. L'idéologie du choc des civilisations est née au milieu des années 1980 dans les think-tanks néoconservateurs américano-israéliens. C'est Samuel Huntington qui, sous forme d'anticipation, l'a théorisé de fait. Les politiques néoconservateurs, en particulier George W. Bush et Benyamin Netanyahou, vont alors en faire une stratégie, simpliste mais sanglante.

Selon la pensée néoconservatrice, le monde est divisé en deux (*« l'axe du bien »* et *« l'axe du mal »*, chers à l'ancien locataire de la Maison-Blanche et à ses conseillers) : d'un côté le monde civilisé, démocratique et assoiffé de liberté, de l'autre les barbares qui menacent cette civilisation. Si, au début, ils dénommaient l'axe du mal *« le terrorisme international »*, il a rapidement été ré-identifié comme le *« terrorisme islamiste »* pour devenir finalement, dans la logique du choc des civilisations, l'islam lui-même comme menace civilisationnelle. Pour les néoconservateurs le choc est bel est bien entre ce qu'ils appellent la *« civilisation judéo-chrétienne »* et le monde musulman.

Le corollaire de cette division civilisationnelle du monde est la guerre globale, permanente et préventive, dans laquelle se lancent les États-Unis et leurs alliés, en Afghanistan, en Iraq, au Liban et en Palestine. Des millions de morts, des destructions sans nom, des sommes colossales gaspillées dans la guerre et l'armement pour finalement déboucher sur un échec cinglant : la résistance des peuples a tenu tête au terrorisme d'État global et a réussi à faire reculer l'Empire. Bush a dû faire place à Barack Obama et la stratégie de la guerre globale à une politique plus subtile faite, entre autres, de sous-traitance à des régimes locaux, des groupes paramilitaires et d'autres États.

La France s'est chargée de ce qu'elle considère comme sa chasse gardée, l'Afrique subsaharienne francophone où elle fomente des coups d'État, arme des milices, et n'hésite pas non plus à bombarder (Libye), voire à envoyer des troupes au sol, comme c'est le cas au Mali. Et l'appétit vient en bombardant : face à la prétendue mollesse de Barack Obama, Napoléon-Hollande décide d'intervenir en Syrie, et d'y semer la mort et la destruction. Comme les États-Unis en ont fait l'expérience dans des aventures militaires précédentes, les frappes dites chirurgicales sont grosses de bavures et les *« victimes collatérales »* se multiplient. S'il y avait des guerres unilatérales, on le saurait. Toute agression provoque tôt ou tard une réaction, que ce soit sous forme de résistance sur le terrain ou d'actes de représailles dans la métropole impérialiste. La tuerie des commandos de Daech à Paris et Saint-Denis est d'abord une action de représailles aux aventures militaires sanglantes de la France en Syrie. François Hollande aurait dû apprendre du cas israélien que toute agression provoque une réaction, quel que soit le rapport de forces d'ailleurs : quarante-cinq ans après le début de l'occupation coloniale israélienne de la Cisjordanie et de Gaza, une nouvelle génération se soulève, avec des couteaux de cuisine et des tournevis et réduit à néant l'illusion d'une normalité et la propagande sur la sécurité des Israéliens.

Et pourtant, le gouvernement israélien, une partie des médias locaux et de l'opinion publique, ont le culot de se moquer ces derniers jours de la France, de sa mollesse et de son échec dans la lutte contre le terrorisme ; Netanyahou s'est même porté volontaire pour enseigner aux autorités françaises comment on fait front au terrorisme. S'il n'était pas enivré par l'ubris et par ses propres discours, le premier ministre israélien dirait au président français que de nouvelles lois liberticides, l'amendement de la Constitution et la criminalisation de tout ce qui est basané, ne produisent ni l'écrasement du terrorisme ni plus de sécurité aux citoyens, bien au contraire. Netanyahou est le dernier à pouvoir se moquer de l'*« impuissance française »*, lui qui n'arrive pas à juguler les attaques au couteau de cuisine de jeunes adolescents palestiniens. Mais il faut bien qu'il dise quelque chose, alors que les terroristes de Paris et de Saint-Denis ne lui ont pas servi cette fois son plat préféré : l'attaque d'une synagogue ou un attentat dans un Hyper Cacher aux cris de *« mort aux juifs »*.

(1) Paru dans la revue de presse de l'Union Juive Française pour la Paix du 26 novembre 2015

Sortir de la violence

par Ivar Ekeland,

dans « Newsletter de l'AURDIP »,

23 novembre 2015

Les messages de sympathie ont afflué de tous les points du globe. On m'a écrit du Canada, des États-Unis, d'Australie, de Norvège, d'Israël et de Palestine. C'est que chacun s'est senti visé dans son humanité : ce ne sont pas les valeurs de la république que les attentats de Paris ont atteint, c'est le minimum de confiance qui nous permet de vivre ensemble, et qui fait que de jeunes parents peuvent s'asseoir à la terrasse d'un café ou se rendre à un concert sans craindre pour leur vie. Une semaine auparavant c'était Beyrouth qui était frappée, un mois plus tôt c'était Ankara, et depuis au moins trois ans la Syrie toute entière vit ce calvaire. La pensée de toutes ces victimes nous accompagne. Arrêtez ces massacres !

Il y a trop de problèmes en suspens dans la région, et si on ne les résout pas, on aura beau écraser Daesh, ils engendreront d'autres monstres. Le problème palestinien n'est pas le seul, mais il est emblématique : si on peut le résoudre sur la base du droit international et des résolutions de l'ONU, on aura fait un grand pas vers l'apaisement.

Mais pour parler le langage du droit et de la solidarité, il faut être exemplaire. Notre gouvernement a ressorti les valeurs de la république comme on sortait les saints de leur placard et on les promenait en procession dans les rues pour conjurer les calamités publiques.

Où étaient les valeurs de la république quand Bachar El-Assad présidait le défilé du 14 juillet, quand Muammar Khadaffi plantait ses tentes sur les Champs-Élysées, ou que le président de la République allait aux obsèques du roi d'Arabie Saoudite ? Faute de réflexion, il est engagé dans une politique belliqueuse à l'extérieur, et répressive à l'intérieur. Nous avons eu la circulaire Alliot-Marie et les poursuites pénales systématiques engagées contre les militants BDS, nous avons l'état d'urgence prolongé pour trois mois (au moins), nous aurons une réforme de la constitution. Nous n'aurons pas de réflexion sur l'état de l'éducation dans notre pays ni sur l'absence de mixité sociale, nous n'aurons pas de débat national sur la politique économique ni sur la défense des libertés, dont la liberté d'expression. Eh bien, ces réflexions et ces débats il faudra les mener ailleurs, et en tirer les conséquences, quitte à les imposer à notre gouvernement par des initiatives citoyennes.

Evacuation, par les pompiers de Paris, d'un blessé sorti du Bataclan le 13 novembre

La campagne BDS dans le monde

La campagne ***Boycott, Désinvestissement Sanctions*** trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier , par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société ci vile palestinienne, en vue d'imposer de lar ges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement. Elle a essentiellement pour but de f aire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par Da vid Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les exigences indissociables du peuple palestinien :

1/ Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terr es.

2/ Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.

3/ Droit des réfugiés au r etour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.

Orange : l'année 2016 commence bien pour la campagne BDS en France

La Campagne BDS France, le 6 janvier 2016

Un article du journal israélien ***Haaret'z*** publié le 3 jan vier révèle que le groupe ***Orange*** va mettre fin à son accord avec la société israélienne ***Partner Communications*** dès le mois prochain. Ainsi il aura f allu six ans à la campagne de Bo ycott, Désinvestissement et Sanctions pour f aire plier ***Orange*** et convaincre sa direction de couper les liens a vec une entreprise complice de la colonisation brutale et des crimes de l'Etat israélien.

En effet, c'est en 2010 qu'une organisation israélo-palestinienne, ***Who Profits*** , signale la présence d' ***Orange*** dans les colonies israéliennes et la fourniture de services réservés e xclusivement aux colons et aux soldats israéliens d'occupation. La Campagne BDS France est alors alertée, et elle interpelle les syndicats de France Télécoms, leur demandant de prendre position contre cette présence en parfaite contradiction a vec la charte éthique de l'entreprise. En 2011, c'est donc SUD PTT qui porte d'abord la contestation au sein de l'entreprise, très vite rejointe par la CGT . Malgré cela, ***Orange*** renouvelle son contrat a vec l'entreprise israélienne P artner Communications en mai 2011.

En 2012, l'Association France Palestine Solidarité (l'AFPS), , lance une grande pétition cito yenne pour f aire pression sur ***Orange***, et une action commune est or ganisée entre la Campagne BDS France, l'AFPS, SUD PTT et la CGT lors de l'Assemblée Générale du groupe en juin 2012. La campagne, avec la participation du Collectif National pour une P aix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), prend alors deux formes : d'une part, des actions cito yennes de vant les agences Orange dans toute la France, actions d'information et de collectes de signatures via une pétition par cartes postales adressées à la direction d' ***Orange***; d'autre part, des initiatives directement auprès de la direction d'***Orange***, du gouvernement français et du ministère palestinien des télécommunications. A l'occasion du F orum Social Mondial de Tunis en 2013, les cartes postales sont traduites en arabe et la campagne est étendue à la Tunisie, mais aussi à l'Espagne, grâce à la coordination de la campagne BDS en P alestine. La campagne se dif fuse sur F acebook et Twitter, mais aussi dans la presse généraliste.

En 2015, le site d'information Electronic Intifada révèle que, lors de l'attaque israélienne meurtrière sur Gaza de l'été 2014, ***Partner Orange*** a sponsorisé deux unités de combat et fourni des services gratuits, des générateurs, des chargeurs et des tablettes aux soldats, ternissant encore un peu plus l'image de l'entreprise. La stupeur est de rigueur, et se renforce avec la publication du rapport "Les liaisons dangereuses d'Orange", un réquisitoire rédigé par les associations françaises de protection des droits humains dans le monde dont le CCFD, la FIDH, la LDH, et l'association palestinienne Al-Haq.

La campagne est alors étendue au Maroc, mais surtout à l'Egypte, un pays clé dans la stratégie d'Orange qui souhaite y renommer sa filiale Mobinil (30 millions d'abonnés) en ***Orange Egypte*** . Un communiqué commun est publié entre BDS France et BDS Egypte: c'est la goutte d'eau qui f ait déborder le v ase. Stéphane Richard, le président d'***Orange***, annonce alors son intention de retirer sa marque du marché israélien de téléphonie mobile. La machine est lancée et ses dénégations n'y feront rien : huit mois plus tard, plus aucun téléphone portable en Israël ne mentionnera la marque ***Orange***. Cette déf aite est particulièrement cuisante pour Haim Saban, principal in vestisseur de ***Partner Communications***, qui a vait déclaré la guerre à la campagne BDS.

Bien-sûr nous resterons vigilants jusqu'à la rupture déf initive de l'accord d'***Orange*** avec ***Partner Communications***, et nous continuerons inlassablement de dénoncer les in vestissements, même réduits, qu'***Orange*** maintient en Israël. Bien sûr , pour les P alestiniens, la colonisation continue et ***Partner Communications*** maintient ses 200 antennes relais et installations téléphо-

niques illégales, l'occupation israélienne continue à tuer plus d'un P alestinien par jour en mo yenne, Gaza vit toujours sous un blocus insupportable et la moitié des Palestiniens du monde sont toujours empêchés de rentrer chez eux. Mais aujourd'hui, il y a deux raisons de se féliciter. D'une part, grâce aux pressions coordonnées de la campagne BDS dans le monde entier , l'entreprise française ***Orange*** ne participera plus aux e xactions de ***Partner Communications*** dans les colonies israéliennes. Et d'autre part, il s'agit d'une nouvelle leçon pour les investisseurs étrangers qui doivent comprendre qu'ils ne peuvent désormais plus impunément tirer profit d'une des dernières situations coloniales dans le monde.

A l'aube d'une nouv elle année, ce retrait d'***Orange*** des colonies ne f ait que s'ajouter à une longue série de victoires (***Veolia***, ***G4S***, mais aussi sur le terrain du boycott culturel et uni versitaire) qui augurent du succès d'une campagne qui contribuera inévitablement, tôt ou tard, à libérer les P alestiniens de leur condition de servitude sur leur propre terre.

L'autre victoire des Palestiniens

par Mohammed Larbi

L'étiquetage, en effet, implique la distinction entr e pr oduits israéliens et pr oduits des colonies. - distinction qu'Israël r efuse par principe - et pourrait ainsi alimenter une entr eprise globale tendant à déligitimer les f ondements mêmes de sa politique de colonisation.

Cette fois, c'est f ait. L'Europe a mis fin à ses ter giversations, s'opposant dans le même temps au lobby israélien qui tentait encore d'influencer sa politique proche-orientale. Ef fectivement, la Commission européenne a demandé hier aux 28 Etats membres de mettre en œuvre l'étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967. Ce qui constitue une action importante dans le cadre d'une politique qui ne semblait, quant à elle, pas aussi évidente. Surtout que là, l'Europe ne f ait que se mettre en conformité a vec les résolutions internationales.

C'est véritablement à petits pas que l'Union européenne (UE) déploie sa politique proche-orientale. On la disait trop frileuse, malgré les rapports que lui font parvenir ses propres représentants, aussi bien en Israël que dans les Territoires palestiniens, mais se rend-on compte, elle refuse le statut qu'Israël v oudrait lui imposer, celui de l'omerta. Ce silence qui se transforme en complicité. Et visiblement, l'Europe enfermée dans une politique commune qui ne serait pas celle de tous ses membres, procéderait par étapes. Même si cela de vrait prendre du temps. Et même beaucoup, comme on a pu le constater hier a vec la décision en question.

Elle-même découlant d'une proposition de parlementaires européens d'étiqueter les produits en pro venance des colonies, et donc de les exclure de la liste des échanges a vec Israël, autrement, cela revendrait à reconnaître ces colonies en violation des résolutions de l'ONU qui les considèrent comme illégales. C'est ce texte qui a f ait l'actualité ces derniers jours et suscite ce qui apparaît comme une crispation dans les relations entre les deux parties, il portait sur les produits des colonies israéliennes implantées dans les territoires palestiniens et dans le Golan syrien occupé, des indications qui ne manquent pas de précision.

Ce qui ne risque pas de ruiner l'économie israélienne, par contre, le coup sera rude, avec un impact diplomatique certain. *« Nous ne parlons pas d'une quelconque forme de sanction ou de boycott, mais d'information du consommateur »* , a dit une source européenne, comme pour mettre les choses au clair , mais sans succès, comme en atteste encore la réaction israélienne propre d'ailleurs à tout occupant.

Quantité négligeable mais…

Les produits concernés représentent «moins de 1,5%» des produits israéliens importés dans l'UE, a dit cette source européenne. Les produits industriels des colonies représentent seulement 0,7% des exportations industrielles israéliennes vers l'UE, et les produits agricoles 2,5%, selon le Parlement israélien.

C'est pourquoi, l'ensemble de la classe politique israélienne a eu la même réaction. Elle est inquiète du message susceptible d'alimenter , selon elle, une entreprise globale de délégitimation et la distinction f aite entre Israël et les colonies. Ce qui a toujours été fait quoique de manière timide et presque discrète. Ce qui démontre aussi le recul du lobby pro-israélien qui n'a pas empêché l'adoption de ce texte fondamentalement politique.

Les Israéliens le sa vent et ils ont rapidement déplo yé leurs mo yens pour bloquer cette décision. En recourant principalement au chantage, en déclarant qu'une telle décision rendrait la recherche de la paix a vec les Palestiniens encore plus compliquée. *« L'étiquetage éloigne la paix »* , déclarait ainsi la ministre adjointe israélienne des Affaires étrangères, sans jamais dire ce qui la rendrait possible, et la décision européenne pourrait y conduire si elle s'ajoutait à d'autres formes de pression pour amener Israël à respecter et appliquer les résolutions de l'ONU.

Beaucoup, par contr e, y v oient le contraire, puisque cela rappelle des vérités incontestables, celle d'une occupation par la f orce, et c'est bien Israël qui s'oppose à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant. L 'UE tentait d'en atténuer l'impact ou le sens de sa décision. Mais en v ain, en atteste la réaction israélienne. A quand d'autres décisions qui rendraient justice au peuple palestinien ? (ndlr : souligné par nous)

12 novembre 2015

CVPR-PO: Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch

Président d'Honneur
Professeur Jacques Milliez.
Président **: Me Maurice Buttin.**
Vice Présidents **: Francis Blanchet, Henri Folliet, Pierre Lafrance, Raymond Du Moulin.**
Secrétaire générale **: Hasna Abid.**
Trésorier : **Henri Marchal**
Directeur de la publication :
Maurice Buttin
Rédacteur en chef :
Jean Rabinovici

Secrétariat : 54, rue des Entrepreneurs, 75015 PARIS
CCP 41 675 48 J La Sour ce.
Courriel : maurice.buttin@orange.fr

La fin du rôle historique de la France au Moyen-Orient

Conférence d'Alain Gresh, le 4 décembre 2015

Lors d'une conférence-débat qui s'est tenue hier au Centre consultatif pour les études et la documentation, Think tank du Hezbollah, dans la banlieue sud de Beyrouth, le politologue français Alain Gresh, spécialiste du Moyen-Orient et actuel rédacteur en chef d'*Orient XXI*, analyse les implications des attentats de Paris sur la diplomatie française au Moyen-Orient.

La fin d'une politique autonome de la France : Alain Gresh part du *« constat »* de la fin, depuis une décennie, d'une politique régionale autonome de la France. Cette crise de la diplomatie française au Moyen-Orient s'inscrit dans un contexte international marqué par *« le recul de la puissance américaine »*, l'affirmation de nouveaux acteurs mais l'absence de leadership qu'illustre la difficulté à enrayer les nouvelles menaces.

Alain Gresh estime qu'après 2004, la France a rompu la tradition diplomatique de la *« neutralité »* impulsée par le général de Gaulle, qui lui conférait son rôle de médiateur dans les conflits régionaux. Selon lui, la diplomatie française se caractérise depuis par la remise en cause du principe de non-ingérence, une attitude de *« suivisme aveugle »* à l'égard des États-Unis, et de *« rapprochement inconditionnel »* avec Israël.

Pour Alain Gresh, cette *« involution »* s'explique par l'accession au pouvoir d'une nouvelle élite dirigeante dans un contexte où la gouvernance tend à remplacer la politique et où la diplomatie est soumise à l'impératif économique, sur fond de crise politique économique et culturelle. L'exemple du conflit israélo-palestinien traduit cette nouvelle donne. **Le principe de la sacralité de la sécurité d'Israël a, selon lui, remplacé dans les déclarations françaises la revendication légitime des Palestiniens à disposer de leur propre État.** (ndlr, souligné par nous)

Par ailleurs, les *« erreurs d'évaluation stratégique »* de la France en Syrie : Paris a dès le départ apporté son soutien aux groupes d'opposition armés pariant sur l'effondrement du régime, puis a appelé à une intervention de l'Otan en septembre 2013, pour finalement s'engager dans le combat contre l'État islamique (EI) en septembre 2015. Tout cela illustre, pour Alain Gresh, *« l'absence de vision politique cohérente »* qui s'insérerait dans une stratégie française au Moyen-Orient. Comme le soutient l'analyste, en s'engageant sur différents théâtres au Moyen-Orient, la France *« n'a pas mesuré les retombées de ses actions sur le plan de sa sécurité intérieure »*.

Islamophobie en hausse : les conséquences des attentats de Paris

Sur le plan interne, Alain Gresh note que les attentats de Paris ont renforcé le climat délétère de rejet de l'islam auprès d'une partie importante de l'opinion. Cette islamophobie est alimentée par un discours de défense d'une conception dénaturée de la laïcité et son instrumentalisation. Alors que comme le souligne l'intervenant, la laïcité historiquement garantit à tout citoyen le libre exercice de sa religion, y compris dans l'espace public, une relecture de la laïcité a permis, selon lui, de justifier une nouvelle forme de racisme au nom de la moralité républicaine et de ses valeurs.

L'absence d'examen critique d'un discours et d'une pratique politique de marginalisation et d'exclusion d'une composante de la population explique l'érosion des valeurs humanistes et le malaise qui constitue un terreau favorable à la radicalisation.

Depuis les attaques de ***Charlie Hebdo*** jusqu'aux attentats de Paris, de nombreuses voix critiques se sont élevées réclamant un changement d'attitude de la France au Moyen-Orient. Or le politologue constate *« la même absence de réflexion »* sur les causes de la crise des valeurs politiques et la prégnance du discours de la lutte contre le terrorisme, alors que 15 ans de guerre contre le terrorisme, loin d'éradiquer le phénomène, l'ont au contraire renforcé. Pour l'analyste, l'engagement de la France contre le *« terrorisme »* de l'EI non seulement ne transformera pas le rapport de forces sur le terrain en Syrie, mais ne lui offrira aucun rôle diplomatique majeur et constructif en Syrie. *« Suivisme, ingérences, improvisations, incohérences »*, autant de symptômes qui semblent marquer la fin du rôle historique de la France au Proche-Orient, soutient Alain Gresh.

Compte-rendu de Lina Kennouche

http://www.lorientlejour.com/article/958545/alain-gresh-diagnostique-la-fin-du-role-historique-de-la-france-au-moyen-orient.html

Khader Adnan à nouveau emprisonné

A nouveau les forces israéliennes ont arrêté le 4 janvier 2016 l'ancien prisonnier palestinien Khader Adnan, très célèbre pour avoir entrepris deux grèves de la faim éprouvantes pour obtenir sa libération des prisons d'Israël.

Des témoins ont déclaré à ***Ma'an*** qu'un véhicule militaire israélien a arrêté une voiture privée que conduisait Adnan près du village de Silwad, à l'est de Ramallah, et l'a emmené pour une destination inconnue.

Adnan avait été relâché en juillet 2015 après 55 jours de grève de la faim pour protester contre sa détention administrative - incarcération sans procès ni inculpation. *« Toutes les garanties que Sheikh Khader a demandé ont été obtenues, et il a donc triomphé de l'Etat de l'occupation après 55 jours de grève de la faim, »* a dit l'épouse d'Adnan à ***Ma'an*** à l'époque. Toutefois, la libération d'Adnan n'a été possible qu'après qu'il retire son exigence qu'Israël accepte de ne jamais plus le détenir en détention administrative.

Sa grève de la faim, qui l'a mené aux portes de la mort au moment où il l'a terminée était la deuxième qu'il menait, après 66 jours de grève en 2012 qui s'étaient également terminés par sa libération.

Source : Maan News Traduction : MR pour ISM.Site personnel: palestine.katinfo.fr. Maan News.

Un crime archéologique

Le projet de destruction d'al-Aqsa n'a rien d'une théorie du complot

par Ilan Pappe

Les groupes appelant à la destruction de l'enceinte de la mosquée al-Aqsa font partie de l'establishment politique d'Israël

La démolition de sites arabes et islamiques de Jérusalem n'est pas une nouveauté dans les attitudes et politiques israéliennes.

En 1967, Israël a rasé le quartier marocain de la vieille ville de Jérusalem. C'était un joyau architectural de la civilisation islamique qui remontait à la fin du 12 ème siècle et avait été le siège d'ordres religieux islamiques parmi les plus importants.

Lorsque le sionisme fit son apparition en Palestine, ses dirigeants n'essayèrent pas seulement d'acquérir des terres pour s'y implanter mais aussi d'acheter ce qu'ils considéraient être la Jérusalem juive.

Le baron Edmond Rothschild essaya d'acheter le quartier à la fin du 19 ème siècle, tout comme essaya de le faire la direction sioniste sous le Mandat britannique – mais en vain.

Les tentatives d'acquisition n'ayant pas réussi, le quartier fut pris de force durant la guerre de 1967 et démoli. Lors de la démolition, fut aussi détruite la mosquée Sheikh Eid construite par le fils de Salah al-Din al-Ayubi, qui libéra Jérusalem des Croisés. En apprenant la destruction des années plus tard, Benjamin Kedar, historien et président adjoint de l'Académie Nationale des Sciences israélienne, déclara au journal israélien ***Haaret'z*** que *« c'était un crime archéologique. »*

Topologie des destructions

La destruction des mosquées n'était pas une pratique nouvelle, ou limitée à Jérusalem. Les forces sionistes n'ont épargné que très peu de mosquées des villages et villes détruites pendant la Nakba – opération de nettoyage ethnique de 1948. Les autorités israéliennes ont ensuite converti un grand nombre des mosquées restantes en clubs, restaurants et enclos pour animaux.

Ainsi, ni les monuments historiques de Jérusalem, ni les mosquées ailleurs en Palestine n'ont été à l'abri des politiques destructives du colonisateur . Cette ruine du patrimoine islamique du pays est profondément gravée dans la mémoire collective palestinienne. Les Palestiniens sont aussi souvent les témoins de la destruction d'immeubles par Israël à l'aide de bulldozers D-9 blindés, fournis par la firme états-unienne Caterpillar.

Cependant, ce n'est pas seulement la mémoire vive de la topologie des destructions israéliennes qui a fait surgir chez de nombreuses personnes des craintes quand à l'a venir d'al-Aqsa. C'est une analyse réaliste de l'idéologie de certaines forces politiques puissantes aujourd'hui en Israël, et qui sont représentées dans l'actuel gouvernement de Benjamin Netanyahou. La plus importante de celles-ci est le mouvement nationaliste religieux qui gagne constamment du terrain. Elle avait à une époque une influence marginale, mais elle fait maintenant partie des pouvoirs établis.

L'éducation scolaire religieuse prone la construction du Troisième temple

Comme l'a récemment révélé Or Kashti de ***Haaret'z,*** une partie du programme d'études du système d'éducation de ce mouvement (il y a trois systèmes d'éducation en Israël : un système laïque juif, un système national religieux, et le système *« arabe »*) prône la construction du *« Troisième Temple »* La construction du temple est l'ambition de l'humanité tout entière, explique-t-on aux élèves. Kashti s'est entretenu avec des spécialistes qui ont lu le programme et bien que, souligne-t-il, le programme ne mentionne pas directement la destruction d'al-Aqsa, on instille dans l'esprit des élèves l'idée qu'ils sont à l'aube de la rédemption juive (Geula) du mont.

Ce programme a le soutien de Naftali Bennet, ministre de l'Education. Comme son collègue, Uri Ariel, Bennet est membre du Foyer juif, parti qui s'est engagé à remplacer al-Aqsa par un temple juif. Suite à l'élection qui s'est tenue plus tôt cette année, Ariel a été nommé ministre de l'agriculture. Précédemment, en tant que ministre du logement, il s'est publiquement prononcé pour la construction du nouveau temple à la place d'al-Aqsa. Ce n'est pas un homme politique marginal, pas plus que ne l'est son parti.

Le gouvernement israélien soutien financièrement et par d'autres moyens plusieurs organisations qui se prononcent ouvertement en faveur d'un projet similaire. La plus importante d'entre elles est l'Institut du Temple à Jérusalem, fondée par le rabbin Yisrael Ariel. Uri Blau, journaliste à ***Haaret'z*** a enquêté sur son financement. L'objectif principal de l'institut, selon son site internet, est de *« voir Israël reconstruire le Temple Sacré sur le Mont Moriah à Jérusalem* [site de la moquée al-Aqsa], *conformément aux commandements bibliques. »*

Il n'est pas du tout absurde ni inimaginable de supposer qu'un zélote sioniste mette un jour de tels projets à exécution.

Novembre 2015

*** Ilan Pappe est directeur du European Center of Palestine Studies à l'Université d'Exeter. Il a publié 15 livres sur le Moyen-Orient et la Question de Palestine. 10-11-2015 - The Electronic Intifada-Vous pouvez consulter cet article à https://electronicintifada.net/cont...Traduction : Info-palestine.eu - MJB**

Enfants prisonniers au 1er novembre 2015

Le nombre des enfants palestiniens dans les prisons israéliennes a doublé . Les mineurs représentent environ un cinquième des 2000 Palestiniens qu'Israël détient depuis l'escalade de la violence, début octobre. Les enfants palestiniens de Jérusalem-Est occupée en constituent une grande partie.

Avec la brusque montée des arrestations, le nombre d'enfants palestiniens en détention israélienne a doublé, montant à 307 à la fin octobre, contre 155 fin août. (...)

Pour pouvoir contenir le grand nombre d'enfants qu'il arrête, Israël a ouvert une aile supplémentaire pour les mineurs palestiniens, à la prison de Givon en octobre.

Les souffrances psychologiques en Palestine

Un entretien avec Samah Jabr, médecin, psychiatre et psychotérapeute palestinienne

Photo Alexandra Dols

Q/ Docteur Samah J abr, vous êtes connue par v os initiati ves au ni veau international et votre engagement dans le mouv ement national palestinien, mais v ous êtes également médecin et psychiatre. Comment souhaiteriez-vous v ous présenter , en quelques mots ?

Je suis palestinienne, musulmane, médecin, psychiatre et psychothérapeute. Être professionnelle de la santé m'a fourni une sensibilité plus forte et des moyens en plus à utiliser dans ma modeste contribution pour lutter contre l'occupation de la P alestine.(...) L 'occupation est une crise sur plan sanitaire comme elle l'est sur le plan politique. (...)

Q/ De par votre profession, vous êtes directement confr ontée aux traumatismes, voir aux ra vages psychologiques causés par l'occupation coloniale la plus longue (et pr obablement la plus impitoyable) dans l'histoir e moderne. Votre métier ne v ous fait-il que traiter des pathologies liées à cette oppression ? Et est-il toujours possible d'établir une claire distinction entre ce qui en est la conséquence et ce qui ne l'est pas ?

Dans ma pratique, je rencontre habituellement une image mélangée, dynamique, d'une souffrance qui incorpore le personnel et le politique, l'individuel et le collectif. Une femme souf frant d'une maladie biologiquement déterminée, comme le trouble bipolaire, pourra éprouver plus de rechutes a vec le meurtre de son enfant, la détention de son mari, et la démolition de sa maison. Un toxicomane peut être facilement manipulé pour devenir un collaborateur . Le modèle biopsychosocial qui suggère que la santé ou la maladie est une interaction de f acteurs biologiques, psychologiques et sociaux, devrait donner une mar ge importante pour l'intégration de la violation des droits humains et le traitement injuste subi par les Palestiniens. (...)

Q/ L 'occupant est, à pr oprement parler, responsable à grande échelle de souffrances psychologiques et mentales. Comment arri vez-vous à gér er un tel contexte ? Qu'est-ce qui vous fait poursuivre sur cette v oie, en dépit de toutes les difficultés ?

Je tente de gérer cela en répartissant mes ef forts entre f aire f ace aux conséquences et f aire ce que je peux pour contrecarrer la cause de la souffrance. En plus de mon vaste travail clinique et d'enseignement, ainsi que ma contrib ution au développement des services de santé mentale en P alestine, j'écris et m'e xprime souv ent à tra vers les médias publics pour sensibiliser l'opinion au niveau local et international sur la façon dont les politiques de l'occupation blessent l'esprit et l'état moral de la communauté palestinienne. Je tente de contrecarrer la propagande dont sont victimes les P alestiniens et qui encourage un silence au ni veau international sur ce qui se passe en Palestine.?

Je tente de promouv oir la solidarité avec les P alestiniens auprès de ceux qui se battent pour la justice comme à un niveau professionnel, parce que je crois que pour les opprimés, la solidarité est plus appropriée que les médicaments ou la thérapie. La solidarité a vec les Palestiniens, alors que ceux-ci ont été déshumanisés par l'occupation, donnent de la valeur à ce qu'ils endurent et maintient leur croyance en la bonté du monde. En conclusion la solidarité les protège contre l'insensibilisation ou la radicalisation.

Écrire me permet de lutter contre le sentiment d'impuissance et me permet d'organiser mes pensées et sentiments. C'est donner la parole à ce que je ressens ou témoigner de ce que j'apprends à travers mes patients. J'ai aussi été aidée par des personnes qui ont eu de l'importance pour moi, qui m'ont inspirée et aidée dans la voie qui est la mienne.

Q/ P arlons maintenant sur un plan politique plus général. Le soulèv ement en cours dans les territoir es sous occupation, est essentiellement le fait de la jeunesse. S'agit-il d'une nouv elle génération de résistance, en gestation de plusieurs années et apparaissant en pleine lumière aujourd'hui ? Ou est-ce juste une per ception simplif icatrice, depuis l'extérieur de la P alestine ?

Je ne pense pas que ce qui se passe aujourd'hui est un phénomène nouv eau dans la lutte des P alestiniens, même si cela prend une forme dif férente. Tout au long de l'occupation et même avant, sous le mandat britannique, il y a toujours eu des gens pour résister au nom de la communauté. Cette résistance a pris dif férentes formes à dif férentes périodes dans l'histoire. Chaque fois que les partis politiques ont fait marche arrière, la résistance a pris une forme moins or ganisée, comme un phénomène populaire spontané.(...) Les événements actuels - qui ne sont pas encore un mouvement - sont une réaction au processus de paix défunt, au danger croissant posé par les colons, à la déception à l'égard de la direction palestinienne et à l'antagonisme qui prév aut entre les principaux partis palestiniens.

Ce mouv ement est dirigé par des jeunes qui sont pour la plupart sans af filiation à un parti. Ce mouv ement est désorganisé et spontané. Ses actions sont généralement décidées sur le terrain, en réaction à la perte d'amis ou de connaissances. Les partis politiques tentent de surfer sur cette vague actuelle de la résistance. (...) Mais les coups portés par l'occupation et ses sous-traitants sont si durs qu'ils ont un impact sur tous les mouv ements de résistance sérieuse.(...)

Q/ Vous avez vécu en France plusieurs années puisque vous y avez fait une partie de vos études. Quel souvenir, quelle perception gardez-vous de la société française ? Que ce soit par rapport à la question palestinienne ou en général ?

Je suis arrivée en France sans en parler la langue, en tant que femme musulmane portant le foulard. J'ai vécu une hostilité considérable et été de f ait empêchée d'étudier pendant plusieurs mois jusqu'à ce que j'obtienne, grâce à l'interv ention d'amis juristes, la permission du ministère des Affaires étrangères de poursui vre ma formation a vec mon foulard. Étant Palestinienne, j'ai une sensibilité spéciale pour ressentir la discrimination et le racisme institutionnalisé, et je pouv ais

facilement les détecter dans les politiques et les discours des médias dans de nombreux domaines. Non seulement en ce qui concerne la P alestine et le f ait qu'en France, la cause palestinienne est présentée comme une manifestation d'antisémitisme, mais aussi dans la couv erture médiatique des événements dans les banlieues, dans la loi sur « l'enseignement de l'aspect positif de la colonisation française » en Afrique, et dans la culture islamophobe.?Mais j'ai également f ait aussi en France de magnifiques rencontres personnelles avec des personnes qui m'ont soutenu socialement et professionnellement, qui ont créé un espace pour moi en France et ainsi trouvé, pour toujours, leur propre place dans mon c?ur et mon esprit.??Q/ Et enfin une dernière question ... Comment v oyez-vous l'a venir ??Il semble sombre. Le discours génocidaire est clairement audible parmi les Israéliens, qui jouissent d'une impunité complète et réduisent au silence toute voix d'opposition. Mais il y aura toujours des P alestiniens qui lutteront pour les droits des P alestiniens, en dépit de tous les sacrifices. Il y aura toujours des militants internationaux qui seront solidaires des P alestiniens dans les moments les plus sombres. La politique de l'occupation est de déplacer la majorité des Palestiniens et de réduire et conditionner au désespoir ceux qui restent. La capacité de quelques-uns d'entre nous à résister indique que les Palestiniens sont toujours en vie en tant que nation, qu'ils sont prêts à maintenir vi vante la lutte palestinienne pour la libération, et continuent à espérer un tournant politique crucial qui aidera les Palestiniens à imposer leur libération nationale. Nous ne renoncerons pas et l'occupation n'aura jamais ni paix ni légitimité.

(1) Le Docteur Samah J abr, née à Jérusalem-Est, vit à Shufat en banlieue de Jérusalem et travaille en Cisjordanie. Issue de la pr emière pr omotion en médecine de l'université palestinienne d'Al Quds (Jérusalem), elle est l'une des vingt psychiatres à pratiquer actuellement en Cisjordanie. P arallèlement à ses acti vités professionnelles, Samah Jabr écrit régulièrement des chroniques dans la presse internationale depuis la f in des années 1990. Elle a bien voulu répondre à nos questions.

Extraits de propos recueillis par info-palestine.eu

Jeunes filles palestiniennes lors d'une manifestation

Génération spontanée en Palestine

par Julien Salingue

Ni *« tr oisième Intifada »* , ni simple juxtaposition d'incidents isolés, un nouveau soulèv ement a éclaté dans les territoires palestiniens depuis le déb ut du mois d'octobre. L'effet de surprise, voire de sidération qui semble a voir saisi certains observ ateurs s'étonnant de cette explosion de la jeunesse, a de quoi … surprendre. Pensait-on réellement que des jeunes subissant au quotidien, à Jérusalem et en Cisjordanie, oppression et discrimination, et ce depuis leur plus jeune âge, demeureraient éternellement silencieux ? Une nouv elle génération palestinienne se soulèv e contre l'occupation, et force est de constater qu'alors que le 11 novembre marquera le 11e anni versaire de la mort de Yasser Arafat, le dirigeant historique de l'OLP (Or ganisation de libération de la P alestine) ces jeunes ne se reconnaissent dans aucun leader et ne se re vendiquent d'aucune appartenance partisane

.

Les futurs leaders sont dans la rue

L'histoire palestinienne est scandée par des c ycles de mobilisation, à mesure que les générations qui se succèdent prennent conscience des injustices subies : de la *« génération de l'expulsion »* de 1948, qui fonda le Fatah au tournant des années 1960 et prit les armes en 1965, à la « génération du mur » qui se révolte aujourd'hui sous nos yeux, en passant par la *« génération de l'occupation »* de 1967, principale protagoniste de l'Intif ada de 1987. Des générations politiques se sont ainsi formées, au sens des *« unités de génération »* définies par le sociologue Karl Mannheim : *« Un ensemble générationnel se constitue à partir de la participation des individus r elevant de la même situation de génér ation à un destin commun et aux contenus qui en ælèvent et qui y sont liés. Alors des unités de génér ations particulières peuvent surgir à l'intérieur de cette communauté de destin ».*
C'est ce que ne comprennent pas ceux qui veulent e xpliquer la rév olte actuelle par l'action des f actions politiques, ou qui sont – désespérément – à la recherche des *« dirigeants du soulèvement ».* Les jeunes qui mènent des attaques au poignard ou manifestent de vant des positions militaires israéliennes n'obéissent à personne. Les leaders de la jeunesse qui se rév olte actuellement ne sont pas encore connus : ils sont dans les rues, ou en prison. L'histoire des mobilisations sociales et politiques nous apprend en effet que c'est toujours au cours – v oire même au terme – d'e xpériences de confrontations d'ampleur qu'émergent des leaders. Les jeunes Palestiniens qui se soulèv ent aujourd'hui n'ont pas connu l'OLP-Araf at, et une

bonne partie d'entre eux ne sait pas qui est Marwan Barghouthi, sinon un prisonnier palestinien un peu plus célèbre que les 6000 autres

.

Les courants traditionnels dépassés

Aucune raison, dès lors, qu'ils obéissent aux appels à la lutte ou aux injonctions au calme des uns ou des autres, même si certaines f actions, pour des raisons qui tiennent a vant tout aux rapports de forces entre groupes palestiniens, tentent d'apparaître aux commandes – y compris le Hamas qui n'a aucune maîtrise sur les événements et a, au contraire, plutôt tendance à courir après la jeunesse qu'à l'entraîner. Les événements actuels sont le dernier avatar de la crise de leadership qui tra verse le mouv ement national palestinien depuis le déb ut des années 2000, et de l'incapacité des principaux courants (gauche, Hamas, Djihad islamique, Fatah) à of frir un cadre et des perspectives à la jeunesse. Prisonniers du logiciel d'Oslo et contrôlés par des cadres vieillissants, ils sont en décalage flagrant avec des jeunes qui n'ont, contrairement à nombre de leurs *« dirig eants »* , rien à perdre. Des décennies d'occupation ont en effet généré des logiques d'adaptation qui, le temps passant, sont devenues des fins en soi et non plus des mo yens de « tenir » : à force de faire malgré l'occupation, on finit par f aire avec l'occupation, et ce même si l'on tient des discours vindicatifs. Dès lors, chez les P alestiniens, nombreux sont ceux qui auraient à perdre d'un regain de tension durable, a fortiori s'il est incontrôlable et donc non *« monnayable »* , avec l'occupant israélien. L'occupation prolongée et l'absence de toute perspecti ve de règlement du *« conflit »* ont produit des dynamiques institutionnelles conserv atrices, y compris dans le mouvement de libération. On pense ici à la *« dialectique des conquêtes partielles »* , dont parlait l'économiste Ernest Mandel à propos de la b ureaucratisation des organisations ouvrières, pointant *«* [ceux qui] *se comportent comme si toute nouvelle conquête du mouvement ouvrier de vait êtr e subor donnée de manière absolue et impérative à la défense de ce qui e xiste »* . Les principaux groupes et dirigeants palestiniens sont ainsi dans une logique de défense, voire de consolidation d'un espace au sein d'un dispositif de pouv oir régi par les accords d'Oslo, avec l'existence de *« zones autonomes »* auto-administrées dont le contrôle est devenu une fin en soi, alors qu'elles étaient à l'origine considérées comme une simple étape a vant l'émergence d'un État. Un contrôle d'autant plus con voité qu'il permet de dév elopper une base au sein de la population, en premier lieu chez ceux qui e xercent un emploi dans l'administration.

L'industrie du « processus de paix »

Les crises à répétition et les di visions au sein du mouv ement national sont le produit de ce déplacement des enjeux, de la libération nationale v ers le contrôle d'un pseudo-appareil d'État offrant avantages matériels (aides internationales, salaires, etc.) et symboliques (contacts internationaux, postes à *« r esponsabilités »*, etc.). Ainsi, alors que le processus d'Oslo est caduc, les structures qui en sont issues continuent d'of frir des a vantages aux élites politiques et administratives, les rendant réti ves à tout boule versement d'ampleur . Les jeunes Palestiniens qui se rév oltent *« n'ont rien à perdre que leur s chaînes »*. La plupart d'entre eux n'ont pas de situation professionnelle à préserver, de famille à nourrir ou de carrière à construire. *« Rien à perdre »* , *« rien à attendr e »* , *« rien à espérer »* : ces formules re viennent comme une tragique ritournelle dans tous les récents reportages. La *« génération du mur »* ne répondra pas aux appels au *« calme »* des bénéficiaires de l'industrie du *« processus de paix »*, davantage motivés par la défense de leurs intérêts que par la libération collecti ve, incapables de tirer les bilans de leurs échecs et refusant de transmettre le témoin aux nouv elles générations.

En dernière analyse, le soulèvement en cours est l'expression de l'insoutenabilité d'un *« statu quo »* qui n'en est pas un et de l'impasse d'un *« processus de paix »* qui n'a été qu'une réor ganisation du dispositif d'occupation. L'incapacité du leadership palestinien à offrir un cadre et des perspectives politiques à la jeunesse révoltée participe d'une crise bien plus profonde dans le champ politique palestinien, qui ne pourra commencer à se résoudre qu'en actant déf initivement la mort du *« processus de paix »* et l'échec de la stratégie des négociations, sans rapport de forces, en vue de la constitution d'un improbable État palestinien dont les bases matérielles ont depuis longtemps disparu.

The Conversation,
11 novembre 20

L'accord historique entre le Vatican et les Palestiniens entre en vigueur

L'accord historique entre le Vatican et les Palestiniens est entré en vigueur après la clôture des formalités de procédure, a annoncé le Saint-Siège.

L'accord avait été signé le 26 juin dernier, malgré l'opposition d'Israël, deux ans après que l'église catholique eut reconnu les Territoires palestiniens comme un Etat souv erain.

« L'accord entre le Saint-Sièg e et l'Etat de Palestine (.) qui consiste en un préambule et 32 articles, concerne les aspects essentiels de la vie et de l'activité de l'Eglise en Palestine, tout en réaffirmant son soutien à une solution négociée et pacif ique au conflit dans la région » , a déclaré le Vatican dans un communiqué.

Cet accord, qui inclut des dispositions protégeant les droits des chrétiens, est considéré par le Vatican comme un modèle pour les relations des pays arabes et musulmans a vec leurs minorités chrétiennes.

Même si le Vatican parle déjà d'*« Etat de P alestine »* depuis déb ut 2013, à la suite d'un v ote de l'Assemblée générale de l'ONU, les Palestiniens font v aloir que cet accord équi vaut à *« une r econnaissance de facto »* de leur Etat.

Lors de la conclusion de l'accord, le ministère israélien des Affaires étrangères avait « regretté cette mesure précipitée », qui *« nuit à la per spective de faire avancer un accord de paix »* israélo-palestien.

« Isr aël étudier a ses implications sur la coopér ation futur e (...) (avec) le Vatican », avait encore indiqué le ministère.

Le Saint-Siège, qui a des relations diplomatiques a vec Israël depuis 1993, négocie également depuis 1999 un accord sur les droits juridiques et patrimoniaux des congrégations catholiques dans l'Etat hébreu, dont leurs e xonérations f iscales. Mais chaque rencontre semestrielle se solde par un échec.

Courrier des lecteurs

J'ai bien lu le courrier CVPR, qui honore ses auteurs. Je ne v eux en rien m'étendre, ayant eu à constater dès l967 à Rabat les ra vages d'une situation sans issue apparente à court terme, ou avec une issue catastrophique à long terme, car il serait logique qu'une petite graine semée dans une conflagration mondiale (Balfour) ait prospéré dans sa suite (shoah, 1947 et 6 jours) et f inisse par s'achever dans une synthèse majeure, que la bombinette a pu dif férer jusqu'à présent mais qui chemine et in vente : le char d'assaut a rendu les tranchées inutiles, la chair d'assaut, terroriste, rend les chars obsolètes et ramène aux tranchées, les têtes cette fois..

Un problème apparemment insoluble a toujours sa solution dans un contexte plus large. Reste à travailler pour une solution moyenne, médiane, comme vous le faites si bien (...) la médiane étant la Vaticane. Oslo et un gentil Président USA ont été le seul moment d'espoir! Pourquoi pas bis ? Les cartes se redistrib uent au Proche-Orient, l'essentiel pour les P alestiniens étant de survivre un jour de plus. Tout est possible.

Bernard Loupias - 12200 Villefranche de Rouergue

Cher ami! j'ai aussi reçu le *« Courrier du CVPR »* par poste, et c'est très guéable.

Je vous envoie ce jour le chèque de 30 euros demandé par votre papier info pour le colloque au Lux embourg le 21/11, où je serai *« Les Palestiniens d'Israël »*.

Ils sont appelés simplement par les Israéliens et les journalistes à leurs bottes *« Arabes d'Isr aël »* ! Ils pourraient dire *« autochtones »* depuis l'époque biblique, car ces sédentaires résidents étaient-ils au cours de l'Histoire, et en parties dif fuses et ramif iées : mélanges de cananéens, philistins, samaritains, israélites, puis chrétiens, puis musulmans ?

Gonzague Hutin - Paris

Bravo pour ce beau numéro très intéressant !

Anwar Abueisheh - Hébron

Je vous remercie beaucoup de m'a voir fait parv enir ce b ulletin. La plupart des articles sont passionnants et inédits, et exactement dans le créneau des sujets qui me concernent

Didier Destr emau - Ambassadeur de France - Paris

Je pense comme v ous, et comme nombre d'esprits lucides de tous horizons, que les dirigeants israéliens, par leur intransigeance a veugle et criminelle, se font les artisans à échéance de la destruction de l'Etat d'Israël. Comme Marx, dans le Manifeste, voyait la bour geoisie produire ses propres fossoyeurs, Netanyahou et les siens se font les fosso yeurs d'Israël en refusant de payer le juste prix de la paix, en ne cessant de multiplier les colonies de peuplement, d'empiéter sur les terres palestiniennes, en violation du plan de partage de 1947. Si l'on a pu croire, avec Albert Londres, en 1930, que le Juif errant était arri vé, porté par l'idée spécieuse : *« une terr e sans peuple pour un peuple sans terr e »*, s'il s'est acquis en 1948 un Etat, inversant les rôles, il s'est fait paradoxalement et immédiatement, de persécuté persécuteur . Dès 2002, l'écrivain Michel Warschawski s'est élevé contre la déri ve d'une société gagnée par le messianisme et le militarisme, qui fonce à sa perte *« à tombeau ouvert »* . Engels, si ma mémoire est bonne, a noté qu' *« Un peuple qui en opprime un autr e ne saur ait être un peuple libr e »* et dans un re gistre dif férend, mais également humain, Abraham Lincoln a déclaré que *« Celui qui r efuse la liberté à un autr e n'est pas digne d'en jouir lui même »* .

Il ne nous reste qu'à espérer , et si possible à contribuer, à un ressaisissement de la société israélienne a vant qu'il ne soit trop tard, pour elle-même, et qu'elle ne connaisse à terme un nouv eau Massada, par elle provoqué.

Jean-Paul Lewidoff – Paris

A la page 21 de notre précieux b ulletin, je note que les informations transmises par le ministère de la Santé émanent d'un certain Mr . Mos'ad.... Je ne peux pas résister au plaisir (mitigé), compte tenu de la gra vité des f aits, de vous le signaler.

Georges Féderman - Strasbourg.

Tous mes v oeux pour que l'action du CVPR PO contribue à l'heureuse solution que j'espère voir au Proche-Orient.

Claudine Amoy - 67000 Strasbourg.

Merci pour le dernier b ulletin dont l'édito est très fort, tu es courageux, merci.

Martine Millet - pasteur - Versailles 78.

Merci beaucoup pour m'en voyer ce merveilleux Courrier du CVPR Malgré les dif ficultés et la détérioration de la situation à tous les ni veaux, nous a vons encore un peu d'espoir.

Qustandi Shomali - Beit Sahour - pr ofesseur émérite de l'Uni versité de Bethléemn

J'ai bien apprécié le numéro 58 du journal. Depuis lors a eu lieu un déchaînement de sauv agerie chez les colons et la mort de cet enf ant brûlé vif, puis son père décédé de ses blessures. Il aurait fallu montrer le caractère ine xorable de l' *« ensauvagement »* des colons juifs, malgré les e xcuses et les re grets de Netanyahou. Il f audrait qu'il en visage aussi d'avoir des remords. On en est loin

!Pierre Lafrance - Ambassadeur de France - Paris

Message adressé au « Courrier » du journal *La Croix,* non publié

Dans son numéro du 15 octobre (page 28) le journal dresse le portrait de Richard Prasquier *« l'ami vigilant »,* ancien président du CRIF , qui rece vait, le même jour, au Collège des Bernardins à Paris, le prix 2015 de l'Amitié judéo-chrétienne de France.

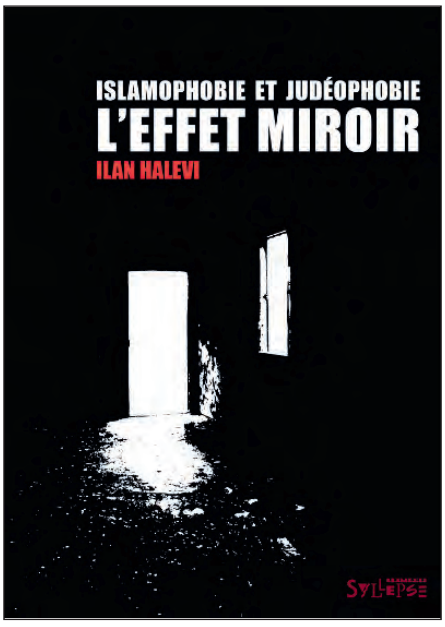
Je n'entends pas ici juger l'homme, né en Pologne, d'une famille de rescapés de la Shoah, d'autant qu'il a beaucoup fait pour le dialogue *« judéo-chrétien »,* qui, comme le dialogue *« islamo-c hrétien »* , ne peut qu'aider au dév eloppement du « vi vre ensemble » dans notre République laïque.

En revanche, j'entends critiquer véhémentement ses derniers propos rapportés par ***La Croix*** :

« Aujourd'hui, accepter l'antisionisme, c'est accepter la destruction d'Israël, c'est criminel...».

Je me bats depuis 1967 pour la reconnaissance des droits du peuple Palestinien, et mon antisionisme est tout simplement le refus « *d'accepter »* la politique des dirigeants de l'Etat israélien. Si un jour cet Etat est *« détruit »,* comme Richard Prasquier l'a vance, ce sera la f aute de ces dirigeants et *« l'ami vigilant »* , de facto ne l'aura pas été. Oui, ce qui est *« criminel »*, c'est l'occupation de la Palestine depuis bientôt 50 ans ! Et, comme l'a dit voilà des années l'ancien patriarche palestinien Mgr Sabbah : *« Il n' y aura jamais la paix, tant que l'occupation de la Palestine durera »*

Me Maurice BUTTIN, président du CVPR PO



Islamophobie et judéophobie. L'effet miroir

de Ilan Halevi - Préface d'Alain Gresh, Editions Syllepse, juin 2015

Les éditions Syllepse publient ce texte posthume d'Ilan Halevi. Excellent petit livre (160 pages) pour expliciter de manière aussi précise que documentée la situation des Palestiniens en Israël depuis 1948.

Illustration parmi tant d'autres de la parenté entre islamophobie et judéophobie, la question juive hier, celle de l'islam aujourd'hui, sont des lieux privilégiés du *« délire idéologique »*. On ne saurait donc appréhender la réalité de l'islamophobie actuelle sans passer par le détour de l'antisémitisme, dont elle est largement un avatar tardif et une mutation coloniale. L'auteur nous invite à relire avec les yeux d'aujourd'hui les Réflexions sur la question juive de Sartre qui évoquait les fureurs discursives antijuives en France. Omniprésente dans le discours public et dans les politiques d'État, l'islamophobie est exacerbée par les crimes réels commis au nom de l'islam par une nébuleuse de groupuscules et d'organisations directement ou indirectement manipulées par des États.

Comme sa soeur jumelle, la judéophobie, l'islamophobie apparaît comme la nouvelle forme de la peste raciste, la résurgence d'un virus social dont la nocivité est notoire, opérant désormais à l'échelle globale. Certes, comme tout parallèle, celui-ci connaît des limites.

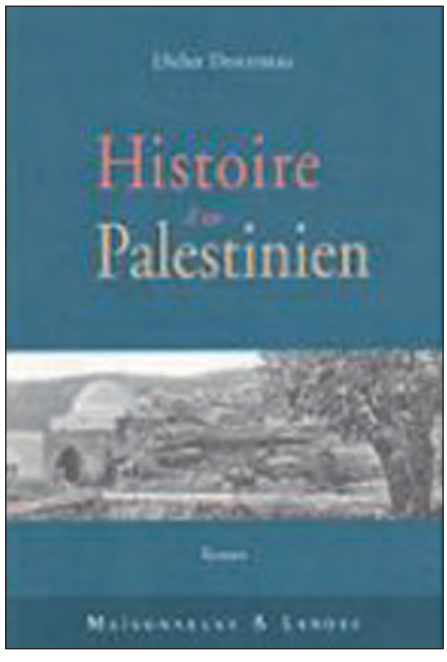
Histoire d'un Palestinien

de Didier Destremau, ancien ambassadeur de France à Malte. Editions Maisonneuve et Larose, juin 2003

Très jeune, il s'est passionné pour le monde arabe. Déjà au lycée, il avait, choisi d'apprendre en première langue l'arabe, avant même l'anglais. Amené longtemps par sa vie professionnelle, et notamment celle de diplomate, à parcourir et à vivre au Maghreb et au Machrek, il s'est particulièrement penché sur le problème palestinien et a découvert l'immense douleur de la tragédie de ce peuple.

La rencontre quotidienne avec Teisir, un Palestinien d'une trentaine d'années qui l'aidait à améliorer ses connaissances linguistiques, lui a donné l'idée d'écrire ce livre d'où émerge l'intensité de la souffrance que provoque cette situation pérenne de chaque Palestinien, où qu'il soit. C'est donc cet homme, Teisir, qui lui a fourni la trame du personnage central, Adel, le malheureux héros de ce récit, dont la vie est une véritable et consternante saga. L'auteur disposait aussi de multiples autres témoignages qu'il a intégrés dans la vie d'Adel.

A travers la vie et les sentiments de son personnage, l'auteur a fait une réelle synthèse de l'existence du peuple palestinien durant ces cinquante dernières années. C'est cette immense saga qu'il ouvre ici, à travers un roman qui a valeur d'essai.



Le piège Daech,

L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire

de Pierre-Jean LUIZARD, Le piège Daech, Editions La Découverte, Paris, 2015, 148 p.

En 2014, un groupe salafiste fait brutalement irruption sur la scène proche-orientale et affiche une détermination sanguinaire à effacer les frontières et à se transformer en *« Etat islamique »* sous la dénomination de ***Daech***. Cette volonté de se présenter comme un Etat le distingue de la nébuleuse al-Qaïda. Spécialiste du Moyen-Orient, P.-J. Luizard se propose dans cet essai de faire comprendre le stupéfiant succès de cette organisation par un retour sur l'Histoire et d'expliquer comment l'Occident est tombé dans le *« piège Daech »*.

Les ingrédients de la réussite ne sont pas à l'origine militaires ; ils tiennent dans la région à la déliquescence des structures étatiques dans un contexte de corruption et de frustration. ***Daech*** a instrumentalisé à son profit une histoire qui remonte à l'effondrement de l'Empire ottoman et à création d'Etats arabes sous mandat britannique ou français, en violation des promesses d'un royaume arabe unifié et indépendant. L'Etat irakien va se construire avec les Britanniques sous la domination de la communauté arabe sunnite minoritaire et se perpétuera en oppo-

sition avec sa propre société, notamment les chiites et les K urdes, qui ont été exclus du pouvoir pendant plus de 80 ans. Après l'intervention américaine en 2003, la communauté chiite prend sa re vanche au détriment de l'ensemble du pays, tandis que les Kurdes bâtissent une indépendance.

En Syrie, prenant modèle sur l'e xpérience druze et maronite au Liban, la France cherchera, de son côté, à s'appuyer sur les communautés minoritaires druze et alaouite sans pouv oir éviter la contestation. C'est l'appartenance à la caste militaire qui permet alors de gagner le pouv oir et ceux qui s'in vestissent davantage dans les carrières militaires sont les alaouites et les druzes. Le printemps arabe de 2011 aboutit en Syrie avec l'alliance de Damas a vec Téhéran ouvrant vers le chiisme à une dégénérescence confessionnelle dans une population en grande majorité arabe sunnite.

Daech a réussi à cristalliser le sentiment d'injustice ressenti par les populations musulmanes qu'il présente comme d'éternelles victimes d'un Occident dominateur et mécréant. Il ne vise pas à opposer deux cultures mais à créer un choc entre islam et mécréance.

« L'Etat islamique » est parvenu à ses fins en impliquant l'Occident dans sa guerre alors que la coalition anti-Daech n'a aucune solution à offrir. La Turquie a cru pouv oir maîtriser un processus de communautarisation du conflit syrien pour affaiblir à la fois le régime syrien et les K urdes, à ses dépens puisque le champ politique turc est désormais contaminé. Quant à l'Arabie saoudite, elle est arrivée à qualifier aujourd'hui de *« terroristes »* des mouv ements qui étaient des vecteurs de l'influence w ahhabite. Une guerre lancée sans perspecti ve politique est perdue d'avance : c'est le piège tendu aux démocraties occidentales.

Henri MARCHAL

Chrétiens de la Méditerranée

En cette période où nous v enons de vivre des événements tragiques, il importe que nous ne cédions pas à la peur, que nous ne nous laissions pas entraîner dans des amalgames et des opinions trop rapidement formulées sous le coup de l'émotion, mais que nous prenions du recul pour tenter de comprendre comment et pourquoi nous a vons pu être touchés par cette monstruosité. Plus que jamais, nous a vons besoin de comprendre… Chrétiens de la Méditerranée a consacré son Uni versité d'Hi ver de décembre 2014 à la question du Mo yen-Orient et v ous propose ses Actes : *« Guerre ou Paix au Moyen-Orient ? »*

Pour la première fois, un livre à destination d'un lar ge public e xplique, avec clarté, précision et rigueur , les conflits qui, de l'Irak à la Libye, de la Syrie à l'Égypte, ravagent le Mo yen-Orient et s'étendent désormais, sous l'emprise de Daech, à l'Afrique et à l'Europe. Vous y trouverez des articles très éclairants de spécialistes reconnus de cette question : spécialistes de géopolitique (Jacques Huntzinger et Thierry Garcin), spécialistes du monde islamique (Christian Lochon et Boutros Hallaq), spécialistes des relations islamo-chrétiennes (F adi Daou, Christophe Roucou et Jean Toussaint), ou encore des journalistes (Henri Tincq, Roula Zein, Luc Balbon).

(Vous pouv ez commander cet ouvrage au prix de 10 eur os - chèque à l'ordr e de Chrétiens de la Méditerranée chez Louis Boulanger 26 Chemin J oseph Aiguier Bât. 1-2 13009 Marseille)

« Ben Barka, Hassan II, De Gaulle, ce que je sais d'eux »

de Maurice Buttin. Ouvrage réédité et complété, avec une préface de Bachir Ben Barka. Aux Editions Karthala - octobre 2015. **Il est possible de le commander dédicacé chez l'auteur. 26 euros**.

L'auteur, né à Meknès (Maroc), avocat à la Cour d'Appel de Rabat, puis de P aris - après son interdiction de revenir au Maroc pendant 17 années au lendemain de sa plaidoirie aux Assises de la Seine, en septembre 1966 - est l'avocat de la famille Ben Barka depuis toujours, constitué à Rabat par la mère du leader marocain, dès le 31 octobre 1965. Il a donc *« accompagné »* 50 ans d'instruction et 10 juges différents.

Et il continue à sui vre le dossier aujourd'hui encore en espérant v oir un jour émerger la vérité judiciaire .

Le CVPR PO a besoin de v otre soutien financier. Les adhésions (15 eur os pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notr e action. Les dons sont évidemment les bien venus.

Dons ou adhésions par chèque à l'ordr e du CVPR PO à adresser à Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs 75015 Paris